

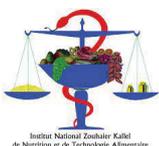


Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Fill the Nutrient Gap Comblen les déficits en nutriments Tunisie

Rapport



Juin 2022

Ce résumé et d'autres informations peuvent être consultés sous forme électronique à l'adresse suivante : wfp.org/fillthenutrientgap



Citation Suggérée :

Programme alimentaire mondial et le Gouvernement de Tunisie (2022). Fill the Nutrient Gap, Tunisie. Tunis, Tunisie.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Pr Jalila El Ati
Chef de Service "Etudes et Planification"
Responsable du LR SURVEN, code LR12SP05
Institut National de Nutrition et de Technologie Alimentaire
11, rue Jebel Lakhdar, Bab Saadoun, 1007, Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 150552 / Mobile : +216 52 479142
Fax : +216 71 570725
<http://www.institutdenutrition.rns.tn>
<http://www.surventunisie.rns.tn>
<http://www.nutrition.rns.tn>

WFP-Tunisia
35 Rue du l'Ile d'Islande
Les Berges du Lac2. 1053. Tunis. Tunisia
Email : latifa.beltaifa@wfp.org et hazar.belli@wfp.org

Résumé exécutif

Le gouvernement de Tunisie, avec l'assistance technique du PAM, a entrepris en 2021-2022 une analyse FNG afin de mobiliser les parties prenantes multisectorielles pour établir un consensus sur la manière d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité financière de l'alimentation nutritive, afin de réduire la malnutrition.

Contexte

Bien que la Tunisie ait fait des progrès considérables dans la lutte contre la malnutrition, la sécurité alimentaire reste une préoccupation et les défis qui restent à relever comprennent le triple fardeau de la sous-nutrition et des carences en micronutriments combinées au surpoids et à l'obésité^{1,2,3,4}. Outre le statut socioéconomique, des facteurs interdépendants tels que la faible diversité de l'alimentation et la sédentarité ainsi qu'une alimentation centrée sur les aliments à base de blé, pauvres en nutriments et énergétiques, expliquent la prévalence du retard de croissance, de l'obésité et du surpoids. L'accès aux aliments nutritifs est entravé par des obstacles économiques tels que le faible pouvoir d'achat et les confinements prolongés dus à la pandémie de la COVID-19 qui ont eu de graves répercussions sur l'économie et les moyens de subsistance des Tunisiens. De plus, des études montrent que la Tunisie figure parmi les dix premiers pays pour les impacts du changement climatique en termes de population touchée et de pertes de produit intérieur brut. Le gouvernement tunisien reconnaît la nécessité d'améliorer l'analyse de la situation nutritionnelle pour les zones du pays et les groupes de population les plus vulnérables afin d'aider à informer et à renforcer les politiques publiques et à coordonner des actions entre les systèmes d'alimentation, de protection sociale, de santé et d'éducation, qui reposent sur une bonne compréhension du contexte local, de ses opportunités et de ses goulots d'étranglement, et sur une synthèse des données mondiales et locales.

Méthodologie

FNG est un processus analytique composé d'une revue de la littérature secondaire combinée à l'optimisation linéaire avec le logiciel Cost of the Diet (CoTD) qui permet de comprendre les facteurs locaux qui affectent la disponibilité, le coût et l'accessibilité d'une alimentation nutritive. À l'aide de ce logiciel, le FNG calcule le coût de l'alimentation la moins coûteuse qui répond aux besoins nutritionnels en utilisant des

aliments locaux pour chacun des gouvernorats de la Tunisie ; estime l'accessibilité de cette alimentation pour la population ; et modélise l'impact des interventions menées à travers les différents secteurs. Cette analyse fournit des informations essentielles sur la façon dont les différents secteurs concernés peuvent contribuer de manière efficace à la lutte contre la malnutrition et améliorer par la même l'accès à une alimentation nutritive.

L'analyse FNG en huit messages

1. **Pour un ménage type, le coût mensuel d'une alimentation nutritive varie de 133 à 239 TND, et est environ 4,5 fois plus élevée qu'une alimentation énergétique.** Le régime énergétique coûte entre 38 et 41 TND par mois et présente beaucoup moins de variation de coût à l'échelle nationale. Cela est principalement dû aux aliments subventionnés, tels que la semoule, le pain et l'huile. Une alimentation nutritive coûte entre 133 et jusqu'à 239 TND par ménage et par mois dans les gouvernorats de Zaghuan et Kairouan.
2. **Plus d'un tiers des ménages ne peut pas accéder à une alimentation nutritive dans les gouvernorats du centre-ouest et nord-ouest,** affectant fortement la diversité alimentaire. Environ 6 pour cent des ménages ne pourraient pas accéder à une alimentation nutritive en moyenne avec une grande variation entre les gouvernorats.
3. **Dans le gouvernorat de Siliana, un quart des ménages n'auraient pas accès à une alimentation nutritive.** Le Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN) a le potentiel de contribuer à couvrir une partie du coût de l'alimentation nutritive mais est insuffisant pour les ménages les plus pauvres. En l'absence du transfert monétaire, les ménages dans les percentiles de dépenses alimentaires le plus bas (1-10e percentile) ne pourraient couvrir que 31 pour cent du coût d'une alimentation nutritive contre 57 pour cent pour le 11-20e percentiles et 79 pour cent pour le 21-30e percentiles.
4. **De plus, en l'absence du transfert monétaire et de la subvention du pain, les ménages les plus pauvres ne pourraient pas couvrir la moitié du coût d'une alimentation nutritive.** Les ménages dans les vingt premiers percentiles de dépenses alimentaires les plus pauvres ne pourraient, en moyenne, que

¹ Transition épidémiologique et transition alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. Ben Romdhane H et al. L'approche causale appliquée à la surveillance alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches ; n. 41. 2002. p. 7-27.

² INN. 2002. Anémie en Tunisie : Causes et mesures d'interventions. Institut National de Nutrition, Direction des Soins de Santé de Base, Tunis, Fond des Nations Unies pour l'Enfance. New-York. 154.

³ Institut national de la santé et Organisation mondiale de la santé (OMS) : Tunisian Health Examination Survey. 2016.

⁴ Development initiatives (2020).

couvrir 28 et 52 pour cent du coût de l'alimentation nutritive, respectivement. Les ménages dans le troisième décile (21-30e percentile) ne pourraient, en moyenne, couvrir que 73 pour cent du coût de l'alimentation nutritive.

5. **La fortification des aliments de base pourrait accroître l'accès aux micronutriments et contribuer à réduire les carences en micronutriments.**

Les modélisations révèlent que le coût d'une alimentation nutritive pourrait baisser de 9 à 11 pour cent en moyenne avec la fortification de la farine de blé pour le pain. La fortification pourrait particulièrement contribuer à couvrir les besoins plus élevés des femmes allaitantes et des jeunes filles adolescentes, avec une réduction de 12 et 15 respectivement pour ces groupes.

6. **Les repas scolaires offrent une opportunité de contribuer à couvrir des besoins nutritionnels des jeunes écoliers et des adolescents. L'inclusion d'aliments enrichis et l'apprentissage de la diversité alimentaire peuvent avoir des effets nutritionnels bénéfiques à court et long termes.**

Les repas chauds pourraient réduire le coût de de l'alimentation de 33 pour cent pour les enfants en âge scolaire et 13 et 16 pour cent pour la fille et le garçon adolescent. Les menus modélisés fournissent en moyenne 34 pour cent des besoins en énergie des enfants et leurs apports totaux en micronutriments sur cinq jours mais ne couvrent qu'une partie des besoins des adolescents (20 pour cent de l'énergie en moyenne et entre 9 et 61 pour cent pour les autres nutriments). De plus, la modélisation de la contribution de collations sur le coût de l'alimentation révèle que la réduction la plus importante est obtenue avec le sandwich aux sardines et harissa (30%) mais est plus basse qu'avec les repas complets. La fortification du pain pourrait avoir un impact important sur le coût de l'alimentation nutritive pour les adolescents (entre 15 et 17 pour cent).

7. **La sensibilisation pour la promotion de la diversification alimentaire devrait être renforcée et alignée à travers l'ensemble des secteurs de manière à favoriser des choix alimentaires plus nutritifs.** La stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'obésité (SNPLO), élaborée entre 2010/11, et la stratégie multisectorielle de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) (2018-2025) regroupent différents axes dont la promotion de la production des aliments favorables à la santé, d'une alimentation saine et l'amélioration des pratiques alimentaires, ainsi qu'une mise place d'un plan d'information, d'éducation et de communication pour prévenir et lutter contre l'obésité et contre

les MNT. Il est crucial de repenser les campagnes de sensibilisation par le biais du ministère de la santé, en formant et en renforçant le rôle des professionnels de santé en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle et en organisant régulièrement des campagnes d'information destinées au plus grand nombre.

8. **Une convergence d'interventions multisectorielles engageant les intervenants des systèmes alimentaires, de protection sociale et de santé peut améliorer l'accès à une alimentation nutritive.** Les résultats présentés dans les messages précédents mettent en exergue la contribution potentielle d'interventions sectorielles à l'amélioration de l'accès à des alimentations plus nutritives en Tunisie. Cependant, aucun secteur ne peut combler les besoins de la population à lui seul. Ainsi, une combinaison d'interventions multisectorielles présente un potentiel fort pour combler les déficits en nutriments et améliorer l'accès à une alimentation nutritive. Le coût mensuel d'une alimentation nutritive pourrait être réduit de 239 TND à 203 TND (15 pour cent) si toutes les interventions ci-dessus étaient combinées pour un ménage, ce qui réduirait la non-abordabilité de 24 pour cent à 16 pour cent des ménages.

Principales recommandations

Des recommandations ont été formulées par les différents secteurs lors d'un processus de dialogue multi-sectoriel.

Recommandations générales

- Le développement et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de nutrition.
- La création d'un comité national multisectoriel de Nutrition pour discuter et décider des choix politiques.
- Le renforcement des capacités des membres du comité intersectoriel.

Alimentation scolaire et santé : les recommandations se sont portées sur le renforcement et l'élargissement du programme de cantine scolaire ainsi que l'éducation nutritionnelle.

- La création d'un comité de gestion de l'alimentation scolaire et le développement d'un cadre réglementaire pour favoriser l'accès des petits producteurs aux marchés des cantines scolaires.
- Une généralisation du programme à tous les enfants des écoles primaires et une révision du guide des repas scolaires et du cadre réglementaire pour intégrer les adolescents dans le programme de cantine scolaire.

- Une révision des curricula scolaires pour intégrer l'éducation nutritionnelle- au-delà du programme de cantine scolaire- notamment avec une stratégie de communication pour changement de comportement chez les écoliers (CCC).
- Une révision du budget alloué à l'alimentation scolaire.

Fortification : les recommandations se sont portées sur la fortification de la farine de blé et le renforcement des capacités et la dynamisation des acteurs inclus dans la fortification.

- L'établissement d'une structure dédiée au niveau du ministère de la santé ainsi que la promulgation d'un cadre légal pour la fortification du blé.
- Une dynamisation du rôle du secteur privé via la création de startups pour la production de prémixes (création de l'emploi, meilleur accès).
- Un renforcement des capacités des acteurs clés, notamment avec des formations pour les minotiers et boulangers et un plaidoyer auprès des bailleurs de fond pour l'appui de financement pour le renforcement de ces capacités.
- Stimuler la demande via un maintien du prix à la consommation du pain subventionné (baguette, gros pain) et une stratégie de communication pour mobiliser toutes les parties prenantes autour de la thématique de la fortification.

Supplémentation : les recommandations se sont portées sur le renforcement du cadre réglementaire et la communication sur l'importance de la supplémentation.

- L'établissement d'une structure pour la supplémentation au niveau du ministère de la santé.
- Une mise en œuvre de la stratégie de supplémentation en fer et en acide folique.
- Un renforcement de la communication sur l'importance de la supplémentation notamment pour les femmes enceintes et allaitantes ainsi que l'élaboration d'outils de communication pour la sensibilisation à plus grande échelle (radios, spots, flyers...).
- L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fond pour appuyer le financement de suppléments gratuits pour les femmes nécessiteuses.

Protection sociale : les recommandations se sont portées sur le ciblage des aides sociales, la consommation des produits gras et sucrés et la promotion de la diversification alimentaire.

- Une révision des politiques d'aides sociales actuelles et de la stratégie de ciblage. Notamment un élargissement des bénéficiaires des différents programmes sociaux, une modulation du montant

des allocations en fonction de la composition et la situation du ménage, et une révision du montant des allocations pour prendre en compte tous les besoins nutritionnels des membres du ménage.

- Limiter la consommation des produits gras et sucrés. Notamment via l'amélioration de la communication sur ces produits (réglementation, impact, cout etc.) et une taxation des produits sucrés.
- Une promotion de la diversification alimentaire via la communication, l'éducation et les allocations sociales. Une promotion de la consommation de produits frais, sains et nutritifs, un accompagnement des populations bénéficiaires du PNAFN/Amen Social par la CCC et la mise en place pour les femmes enceintes et allaitantes d'une allocation basée sur le coût d'une alimentation nutritive pendant les 9 mois de grossesse et 6 premiers mois d'allaitement exclusif.

Agriculture : les recommandations se sont portées sur le cadre réglementaire et légal, un renforcement des capacités, des chaines de valeurs et des infrastructures pour améliorer la qualité et la valeur nutritionnelle de la production agricole.

- La promulgation d'un cadre légal pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement agricole sensible à la nutrition qui prend en compte les plus vulnérables (femmes, jeunes et petits agriculteurs) dans la production agricole sensible à la nutrition.
- Un renforcement des capacités des acteurs agricoles clés sur la nutrition et l'agriculture sensible à la nutrition. Notamment les parties prenantes et les agriculteurs (e.g. garantir la qualité des produits agricoles, traçabilité des produits agricoles, agriculture intelligente face au climat, agriculture de précision).
- Un accroissement des investissements dans les chaînes de valeurs clés pour l'amélioration de la nutrition notamment le développement de la pêche artisanale dans les zones côtières, l'augmentation des technologies et des capacités pour améliorer la production des produits maraichers dans les zones à dominance agricole, et le renforcement du contrôle de la qualité des produits agricoles (d'origine animale, végétale et de la pêche).
- Un renforcement des infrastructures afin d'améliorer la disponibilité et l'accès aux aliments nutritifs, sains et diversifiés (distribution et d'accès de/à l'eau propre, des chaînes d'approvisionnement alimentaires etc.).



Fill The Nutrient Gap **Tunisie** | RAPPORT

Introduction

Bien que la Tunisie ait fait des progrès considérables dans la lutte contre la malnutrition, la sécurité alimentaire reste une préoccupation et les défis qui restent à relever comprennent le triple fardeau de la sous-nutrition et des carences en micronutriments combinées au surpoids et à l'obésité⁵. L'anémie ferriprive touche environ 29 pour cent des enfants âgés de 0 à 59 mois et 31 pour cent des femmes en âge de procréer⁶. L'obésité et le surpoids constituent un défi croissant avec 39 pour cent des femmes et 19 pour cent des hommes de 15 ans et plus⁷ et 17 pour cent des enfants de moins de 5 ans étant obèses⁸. La malnutrition infantile persiste également, cependant, avec 8 pour cent d'enfants souffrant d'un retard de croissance en 2018⁹. Outre le statut socioéconomique, des facteurs interdépendants tels que la faible diversité de l'alimentation, la sédentarité et les mauvaises habitudes alimentaires¹⁰ - avec une dépendance excessive à l'égard des aliments à base de blé - expliquent la prévalence du retard de croissance, de l'obésité et du surpoids.

L'accès aux aliments nutritifs est entravé par des obstacles économiques tels que le faible pouvoir d'achat et les confinements prolongés dus à la pandémie de la COVID-19 qui ont eu de graves répercussions sur l'économie et les moyens de subsistance des Tunisiens. De plus, des études montrent que la Tunisie figure parmi les dix premiers

pays pour les impacts du changement climatique en termes de population touchée et de pertes de produit intérieur brut. Le gouvernement tunisien reconnaît la nécessité d'améliorer l'analyse de la situation nutritionnelle pour les zones du pays et les groupes de population les plus vulnérables afin d'aider à informer et à renforcer les politiques publiques vers une meilleure qualité de l'alimentation.

Créer un consensus pour une meilleure nutrition

La nutrition est un pilier essentiel du développement d'une nation saine et productive. Une bonne nutrition favorise le développement physique et cognitif, prévient les maladies et accroît le potentiel productif et social. L'amélioration de l'alimentation, en particulier celle des enfants et des femmes, apporte des avantages immédiats et à long terme en matière de santé, d'éducation et d'économie. Les deux séries du Lancet (2013 et 2021) sur la malnutrition maternelle et infantile ont recensé une variété d'interventions nutritionnelles qui se sont avérées efficaces. L'amélioration de la situation nutritionnelle dans un pays nécessite des actions coordonnées entre les systèmes d'alimentation, de protection sociale, de santé et d'éducation, qui reposent sur une bonne compréhension du contexte local, de ses opportunités et de ses goulets d'étranglement, et sur une synthèse des données mondiales et locales.

⁵ Transition épidémiologique et transition alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. Ben Romdhane H et al. L'approche causale appliquée à la surveillance alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches ; n. 41. 2002. p. 7-27.

⁶ INN. 2002. Anémie en Tunisie : Causes et mesures d'interventions. Institut National de Nutrition, Direction des Soins de Santé de Base, Tunis, Fond des Nations Unies pour l'Enfance. New-York. 154.

⁷ Institut national de la santé et Organisation mondiale de la santé (OMS) : Tunisian Health Examination Survey. 2016.

⁸ Development initiatives (2020).

⁹ MICS 6, 2018.

¹⁰ 2. Global Nutrition Report 2020. Tunisia Nutrition Profile. <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/northern-africa/tunisia/#profile.B>.

Fill the Nutrient Gap (FNG) est un processus analytique composé d'une revue de la littérature secondaire combinée à l'optimisation linéaire Cost of the Diet (CotD) afin de comprendre les facteurs locaux qui affectent la disponibilité, le coût et l'accessibilité d'une alimentation nutritive. Des solutions intéressantes ou déjà mises en place pour améliorer la disponibilité des aliments nutritifs, réduire leur coût et/ou augmenter les revenus, sont ensuite évaluées pour comprendre leur potentiel d'amélioration à l'accessibilité financière, en utilisant le logiciel CotD. De cette manière, le potentiel d'impact, spécifique au contexte, des interventions au contexte des interventions modélisées peut être quantifié.

Ce rapport de synthèse présente les résultats de l'analyse FNG et une discussion sur son processus, sa méthodologie et ses limites. Il souligne les recommandations et les priorités identifiées par les parties prenantes. En identifiant et en contextualisant ces résultats, l'analyse FNG contribue à établir un consensus autour d'une vision et d'une voie à suivre pour améliorer la nutrition en Tunisie de manière durable et intégrée dans les systèmes alimentaires du pays.

Comblent le déficit en nutriments : évaluation de la situation en vue d'une prise de décision multisectorielle pour la prévention de la malnutrition

La malnutrition a deux causes directes : un apport alimentaire insuffisant et la maladie. L'évaluation FNG se concentre sur les lacunes en matière d'apport alimentaire afin d'informer les politiques nationales et les actions qui peuvent être prises à travers les systèmes alimentaires, de protection sociale et de santé pour améliorer la nutrition, en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables. Le FNG examine si les aliments nutritifs sont disponibles, accessibles et abordables dans un contexte spécifique, et identifie les obstacles qui conduisent à des déficits dans l'apport nutritionnel. L'analyse se concentre sur l'évaluation le niveau de choix alimentaire des personnes vulnérables et sur la manière dont ces choix sont faits. Le processus FNG identifie et modélise les impacts des interventions adaptées au contexte pour améliorer l'alimentation et les apports en nutriments à travers les systèmes alimentaires, de santé, d'éducation et de protection sociale. Les résultats sont utilisés pour identifier les points d'entrée entre les systèmes, affiner les programmes et formuler des recommandations pour les décideurs politiques.

L'évaluation comprend deux volets :

1. Un examen des données et informations secondaires sur les facteurs qui reflètent ou affectent l'apport alimentaire. Cela inclut les tendances de la malnutrition dans le temps, les caractéristiques du système et de l'environnement alimentaire, ainsi que le comportement de la population en matière d'alimentation et de nutrition.
2. Une évaluation de la mesure dans laquelle les obstacles économiques empêchent un apport adéquat en nutriments. Cette évaluation utilise le logiciel de programmation linéaire Cost of the Diet (CotD) développé par Save the Children (UK), et comprend la modélisation de l'impact économique des interventions possibles pour augmenter l'apport en nutriments et combler les carences nutritionnelles.

La prévention de la malnutrition, notamment par un meilleur accès aux aliments nutritifs, ne peut être réalisée par un seul secteur. Le FNG est conçu pour informer la prise de décision multisectorielle et implique donc les parties prenantes de tous les secteurs, y compris l'alimentation, la santé, l'agriculture, l'éducation et la protection sociale.

Ce sont les parties prenantes qui définissent la portée et l'objectif de l'évaluation. Elles fournissent des données et des sources d'information pour identifier les obstacles et les points d'entrée spécifiques au contexte et, avec l'équipe d'analyse, elles développent une compréhension commune des problèmes et des solutions possibles. Les parties prenantes identifient ensuite les interventions appropriées, spécifiques et sensibles à la nutrition, qui peuvent être mises en œuvre par différents secteurs en utilisant les plateformes de distribution existantes. Il peut s'agir de filets de sécurité sociaux, de transformation et de marchés alimentaires, de soins prénataux, de programmes d'alimentation scolaire, etc.

Entre 2016 et début 2021, des analyses FNG ont été réalisées dans 32 pays et, au moment de la rédaction du présent rapport, en septembre 2021, elles étaient en cours dans 12 pays, d'autres étant en préparation.

La méthodologie FNG a été développée par le PAM avec le soutien technique de partenaires tels que l'Université de Californie Davis, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI, Washington DC), Epicentre (Paris), l'Université Harvard (Boston), l'Université Mahidol (Bangkok), Save the Children (Royaume-Uni) et l'UNICEF.

Pour plus d'informations sur le concept et la méthode de l'analyse, voir Bose I, Baldi G, Kiess L, de Pee S, The 'Fill the Nutrient Gap' Analysis : Une approche pour renforcer l'analyse de la situation nutritionnelle et la prise de décision vers des politiques multisectorielles et un changement des systèmes. *Matern Child Nutr* 2019 : DOI : 10.1111/mcn.12793

Intérêt et processus de l'analyse FNG en Tunisie

Intérêt et objectifs de l'analyse FNG

Les solutions à long terme contre la malnutrition nécessitent une transformation du système alimentaire à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, des environnements alimentaires et des modèles de comportement des consommateurs (Figure 1). L'analyse FNG fournit un cadre pour organiser l'analyse situationnelle et la prise de décision multisectorielle en identifiant les obstacles à un apport nutritionnel adéquat au sein de groupes cibles spécifiques et dans un contexte spécifique. Dans ce rapport, l'analyse identifie les carences potentielles dans les 24 gouvernorats de la Tunisie et modélise l'impact de programmes existants et de possibles interventions pour améliorer l'apport nutritionnel et l'abordabilité d'une alimentation nutritive.

Les objectifs spécifiques de l'analyse FNG en Tunisie sont les suivants :

1. Permettre aux acteurs de la nutrition et aux principales parties prenantes de mieux comprendre les obstacles à un apport nutritionnel adéquat pour la population dans son ensemble et pour les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, en particulier les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes ;
2. Compléter l'analyse de la situation nutritionnelle en Tunisie, en particulier en ce qui concerne les facteurs contribuant à une alimentation peu diversifiée, origine des maladies non-transmissibles, en identifiant les goulots d'étranglement existants au niveau des systèmes alimentaires, de santé et de protection sociale ;
3. Réaliser une analyse de base du CotD pour tous les gouvernorats, démontrant ainsi comment les variations de l'offre alimentaire (disponibilité et prix) dans chaque gouvernorat peuvent avoir un impact sur le coût de l'alimentation et sa capacité à répondre aux besoins nutritionnels de chaque membre du ménage ;

4. Modéliser les impacts des politiques nationales actuelles et potentielles pour les comparer, en particulier dans les régions les plus vulnérables économiquement. Ces modèles sont axés sur les secteurs de la protection sociale (transferts monétaires ciblés et subventions), les programmes de cantine scolaire et la production alimentaire (fortification) ;
5. Formuler des recommandations multisectorielles et par zone d'étude sur les interventions les plus efficaces, afin d'améliorer l'accessibilité financière à une alimentation nutritive ;
6. Encourager la collaboration entre les multiples parties prenantes de différents secteurs afin de renforcer les liens entre la santé et la nutrition, l'agriculture, la protection sociale, l'éducation et l'égalité des sexes pour élaborer des recommandations multisectorielles dans le but de réduire la malnutrition.

Processus

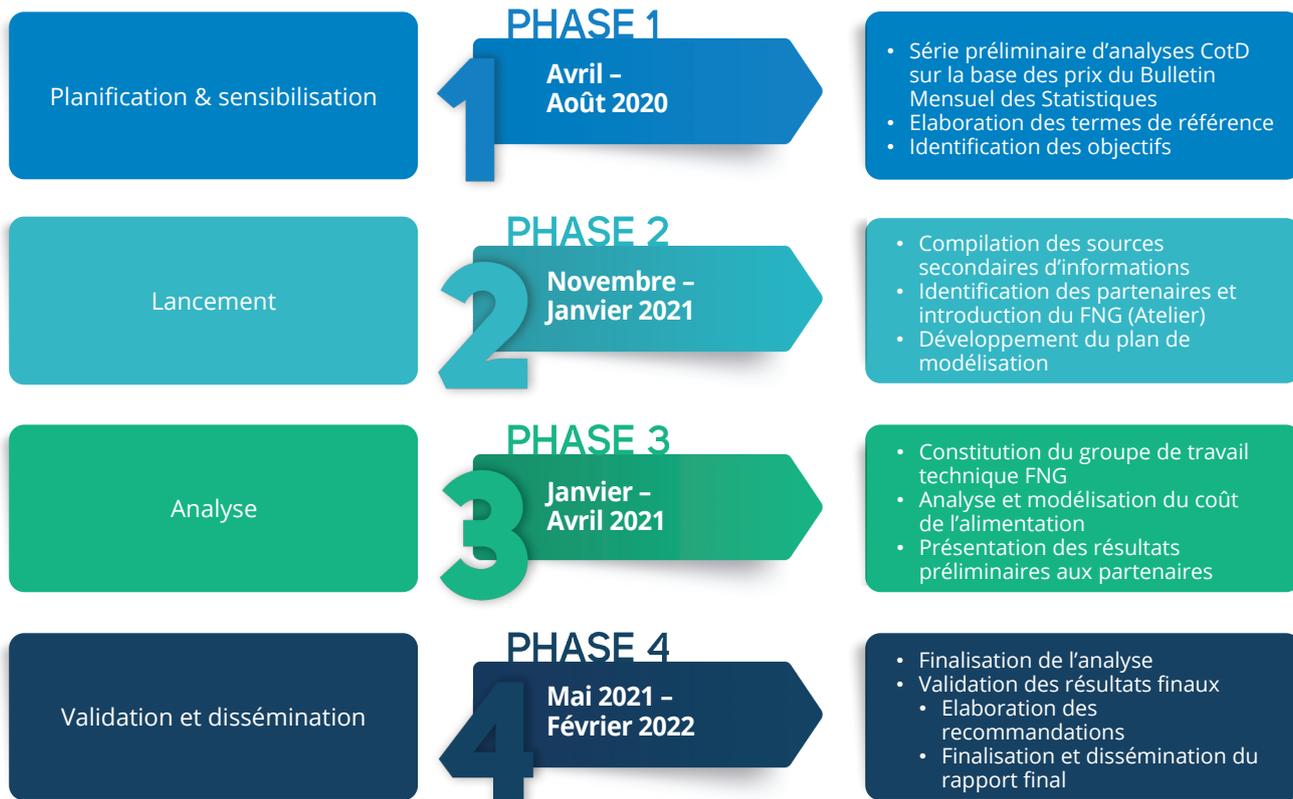
Le processus analytique en Tunisie a commencé en avril 2020 avec une analyse CotD pour la ville de Tunis, en utilisant les données de prix des produits alimentaires publiées dans les bulletins mensuels de la statistique pour l'année 2019¹¹. Le but de cette première phase était de présenter les méthodes et l'utilité d'un processus FNG complet.

Trois ateliers ont ensuite eu lieu, de janvier à avril 2021, où les parties prenantes des principaux secteurs contribuant à la nutrition (représentants du gouvernement, société civile, agences onusiennes) ont été consultées sur les objectifs de l'étude, la méthode employée et les données utilisées. Les résultats de l'analyse de « baseline » et des modélisations pour deux secteurs (repas scolaires et protection sociale) y ont également été présentés. Un groupe de travail technique plus restreint a été formé pour discuter des modélisations et les affiner afin qu'elles correspondent plus étroitement au contexte Tunisien.



¹¹ Institut National de la Statistique. <http://www.ins.tn/>

Figure 1 : Processus de l'analyse FNG en Tunisie

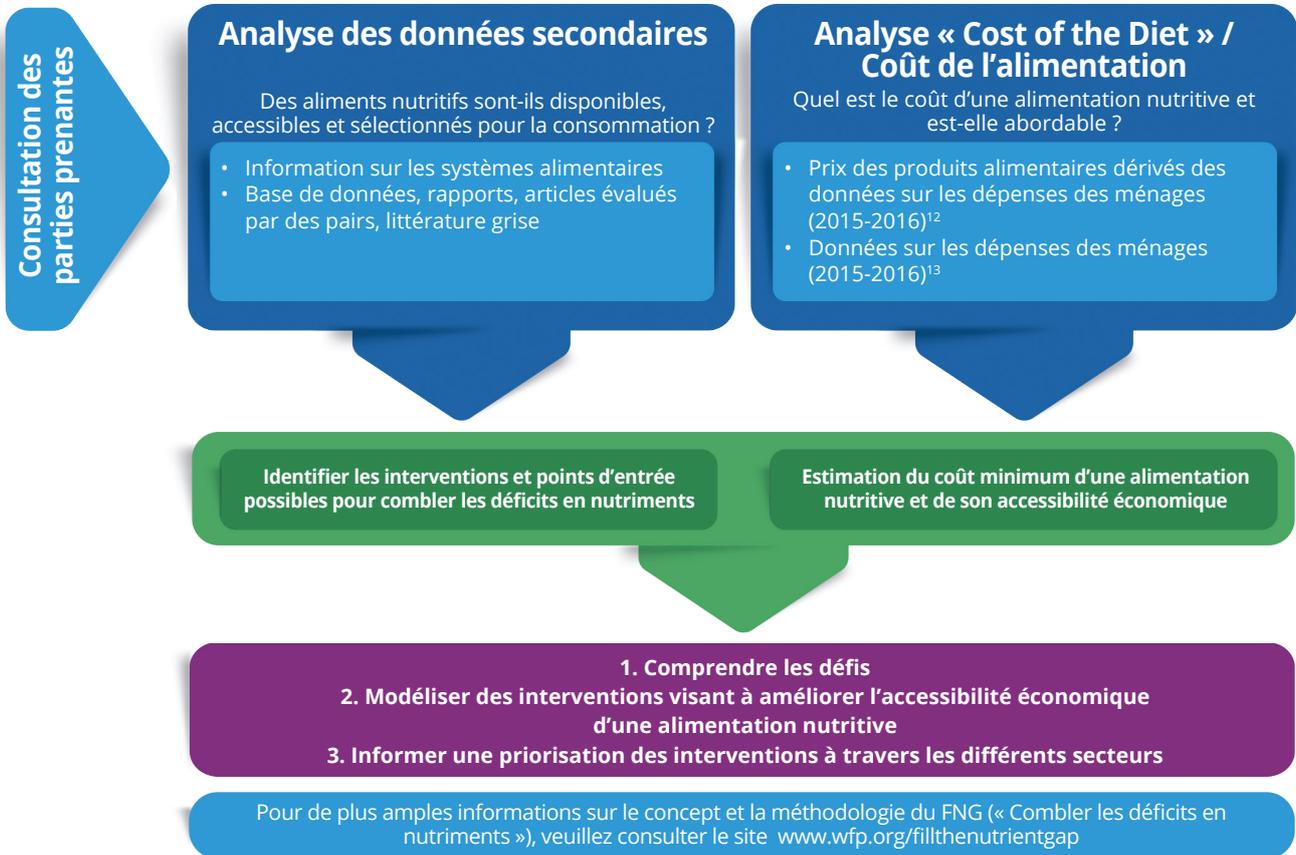


Méthodologie

Dans le cadre de cette étude en Tunisie, l'analyse FNG se compose principalement d'une analyse CotD qui utilise l'optimisation linéaire pour fournir un aperçu

détaillé de la disponibilité, du coût et de l'accessibilité financière à une alimentation nutritive (Figure 2). Une revue de données secondaires et de la littérature a également été effectuée de manière ciblée pour définir les paramètres de modélisation.

Figure 2 : Cadre analytique du FNG



¹² Institut National de la Statistique (2017).
¹³ Institut National de la Statistique (2017).

ANALYSE « COST OF THE DIET » (CotD)

Le logiciel CotD utilise la programmation linéaire pour comprendre dans quelle mesure la pauvreté, la disponibilité et le prix des aliments peuvent affecter la capacité des personnes à satisfaire leurs besoins en nutriments. À l'aide de données sur les prix recueillies sur les marchés ou auprès de sources secondaires, le logiciel calcule la quantité, la combinaison et le coût le plus bas possible des aliments locaux nécessaires pour fournir aux individus ou aux ménages leurs besoins moyens en énergie, ainsi que leurs apports recommandés en protéines, graisses et micronutriments¹. Ces alimentations sont calculées dans le cadre de contraintes définies afin d'éviter l'inclusion de types ou de quantités irréalistes d'aliments et l'apport de quantités excessives de nutriments.

L'approche FNG définit "l'alimentation ajustée aux aliments de base" comme étant l'alimentation nutritive la moins coûteuse qui comprend un aliment de base typique et exclut les aliments interdits². Cette alimentation est appelée "alimentation nutritive" dans le présent résumé. Elle répond aux besoins en nutriments, notamment en protéines, en neuf vitamines et en quatre minéraux, et ne dépasse pas les besoins en énergie et en graisses. L'alimentation nutritive est conceptuellement similaire à l'alimentation "adéquate sur le plan nutritionnel", estimée comme le deuxième niveau de qualité de l'alimentation dans le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire (SOFI)³.

Les données relatives aux dépenses de la population sont comparées au coût de l'alimentation nutritive et sont utilisées pour estimer la proportion de la population qui ne serait pas en mesure de se l'offrir. Cette non-abordabilité peut être estimée et comparée entre différentes régions, saisons ou pays. L'estimation de la non-abordabilité est une estimation prudente de la part des ménages incapables de s'offrir l'alimentation nutritive la moins coûteuse, en supposant une sélection optimale des aliments nutritifs. Le coût réel et le caractère inabordable d'une alimentation nutritive sont probablement plus élevés, comme le reflète une alimentation saine, qui comprend des aliments de plusieurs groupes alimentaires et présentant une plus grande diversité au sein des groupes alimentaires.

¹ Selon la définition de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

² Cette alimentation n'est pas censé refléter l'alimentation actuelle des individus ou des ménages et ne doit pas être utilisé pour élaborer des recommandations fondées sur l'alimentation ou des directives diététiques. Les aliments interdits peuvent l'être pour des raisons de coutume ou de santé publique, par exemple la viande crue pendant la grossesse dans certaines régions du monde.

³ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF (2020).

Sources de données pour l'analyse CotD

L'analyse du coût de l'alimentation a été entreprise au niveau régional pour les 24 gouvernorats de la Tunisie, et des analyses ciblées ont été faites pour le gouvernorat de Siliana, un des gouvernorats les plus pauvres de Tunisie où le PAM opère spécifiquement avec une provision d'appui technique pour l'amélioration des programmes scolaires, notamment le Programme National d'Alimentation Scolaire.

L'Institut National de la Statistique de Tunisie a fourni au PAM l'ensemble des données de l'Enquête ENBCNV Nationale sur le Budget, la Consommation et le Niveau de Vie des Ménages (2015-2016)¹⁴. À partir de cet ensemble de données, deux indicateurs ont été utilisés. En premier lieu, les dépenses des ménages pour chaque produit alimentaire ainsi que la quantité achetée (afin de calculer le prix par kilogramme ou

par litre) ont été utilisées pour calculer le coût d'une alimentation énergétique et nutritive. En deuxième lieu, les dépenses alimentaires annuelles par personne ont été utilisées pour estimer l'abordabilité des deux alimentations.

Les ensembles des données et les rapports finaux publiés ont également informé les habitudes de consommation par gouvernorat afin de déterminer quels produits étaient achetés par au moins cinq pour cent des ménages interrogés. Selon les quantités achetées rapportées dans l'Enquête ENBCNV de 2015-2016, les principaux aliments de base en Tunisie sont les deux types de pain subventionnés (baguette et gros pain) : dans les quatre gouvernorats du Grand Tunis, les quantités de baguette achetées (mesurées en kilogrammes) étaient bien supérieures à celles de gros pain. À l'inverse, dans la plupart de la Tunisie (20 gouvernorats), le gros pain était l'aliment de base dominant.

¹⁴ Institut National de la Statistique (2017).

Ménage modélisé et principaux groupes cibles de l'analyse

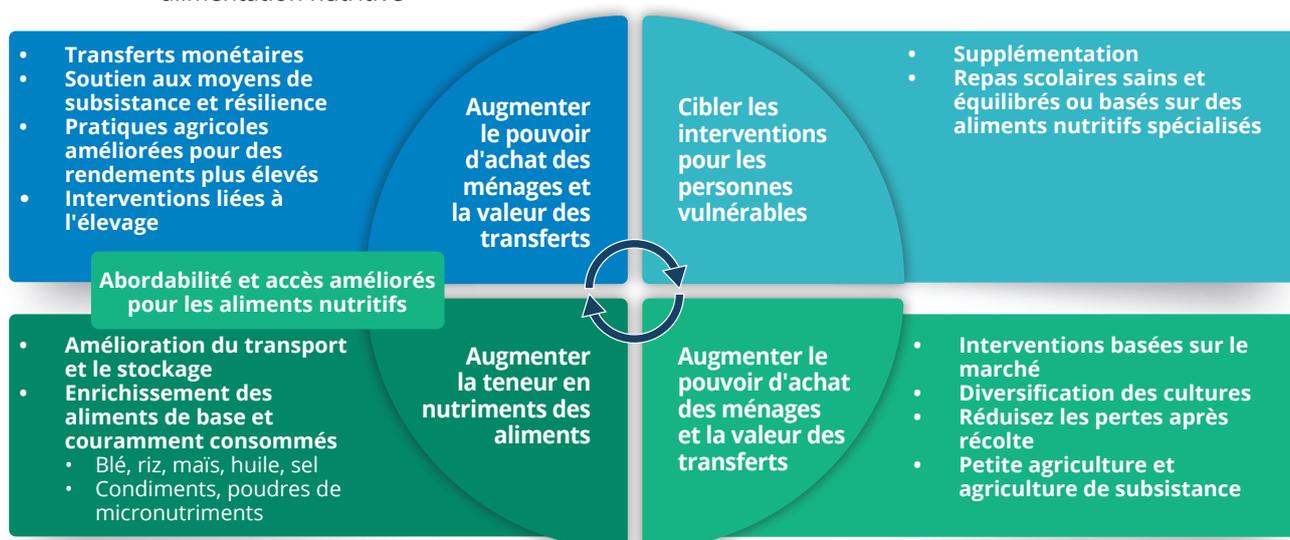
Le FNG estime le coût d'une alimentation nutritive pour un ménage type de cinq membres, qui comprend les membres suivants : un enfant allaité (12-23 mois) ; un enfant d'âge scolaire (6-7 ans) ; une fille adolescente (14-15 ans) ; une femme adulte allaitante et un homme adulte. Ce ménage est plus grand que la taille moyenne des ménages en Tunisie (d'environ quatre individus, sans enfant d'âge scolaire)¹⁵. Cependant, en raison de l'importance du programme national de cantine scolaire en Tunisie, il a été jugé important d'inclure un enfant en âge scolaire et de modéliser un ménage de cinq personnes. La composition du ménage a été validée avec les parties prenantes, et prend en compte les besoins en nutriments lors des différentes étapes du cycle de vie.

Modélisation d'interventions

Sur la base des discussions avec les parties prenantes, les scénarios modélisés dans l'analyse FNG ont été définis, modélisés et validés, avec pour objectif d'améliorer l'accessibilité financière d'une alimentation nutritive pour les individus et/ou les ménages, par le biais de multiples points d'entrée. Pour identifier des recommandations concrètes basées sur les analyses, le processus FNG s'est concentré sur la modélisation des interventions décrites en gras dans la Figure 3. Celles-ci comprennent :

- Deux interventions de protection sociale sous la forme de : (1) un transfert monétaire aux familles les plus vulnérables de Tunisie (le PNAFN) et (2) une subvention du pain ;
- Une intervention de fortification alimentaire pour la farine de blé ;
- Le programme de cantine scolaire ;
- Un paquet d'intervention combinant les trois interventions ci-dessus.

Figure 3 : Points d'entrée et interventions modélisés pour estimer la réduction du coût d'une alimentation nutritive



Considérations sur l'interprétation et les lacunes en données

Les estimations du coût de l'alimentation uniquement énergétique et du coût de l'alimentation nutritive présentées ici doivent être interprétées comme un indicateur économique. Il ne s'agit pas d'alimentation souhaitable ou recommandée et ces estimations ne reflètent pas les habitudes de consommation réelles. De plus, les estimations du coût de l'alimentation rapportées ici ne sont représentatives que du moment

où elles ont été collectées et ne rendent pas compte de toute la gamme de la variabilité saisonnière des prix alimentaires.

Enfin, l'objectif du FNG est d'identifier les moyens d'améliorer l'accès aux alimentations nutritives du point de vue du consommateur et de mobiliser les parties prenantes multisectorielles pour identifier et planifier les actions prioritaires. Bien que les interventions soient comparées à l'indicateur du coût des aliments, le coût de mise en œuvre et le rapport coût-bénéfice des interventions ne sont pas calculés dans l'approche FNG.

¹⁵ Institut National de la Statistique (2017).

Résultats

1. Pour un ménage type, le coût mensuel d'une alimentation nutritive varie de 133 à 239 TND, et est en moyenne 4,5 fois plus élevée qu'une alimentation énergétique.

Le régime énergétique coûte entre 38 et 41 TND par mois (Figure 4) et présente beaucoup moins

de variation de coût à l'échelle nationale. Cela est principalement dû aux aliments subventionnés, tels que la semoule, le pain et l'huile. Une alimentation nutritive coûte entre 133 et 239 TND (Figure 5) et contient des aliments de cinq à neuf groupes alimentaires (comme les lentilles, fèves, melons, oranges, figues, bette, poulet, œufs, lait, feuilles de fenouil, mloukhiya, sardines). Zaghouan et Kairouan sont les gouvernorats où une alimentation nutritive serait la plus coûteuse.

Figure 4 : Coût d'une alimentation énergétique par mois pour un ménage de 5 personnes

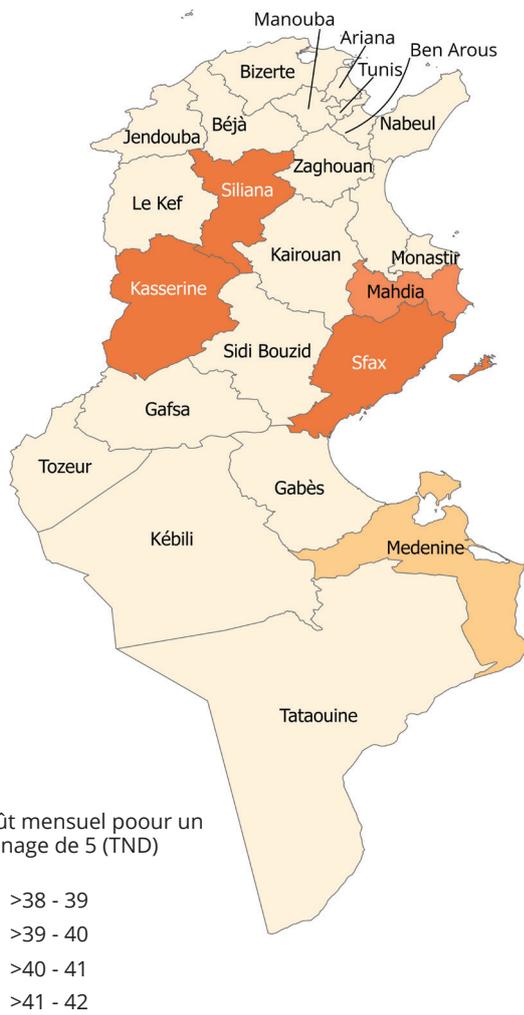
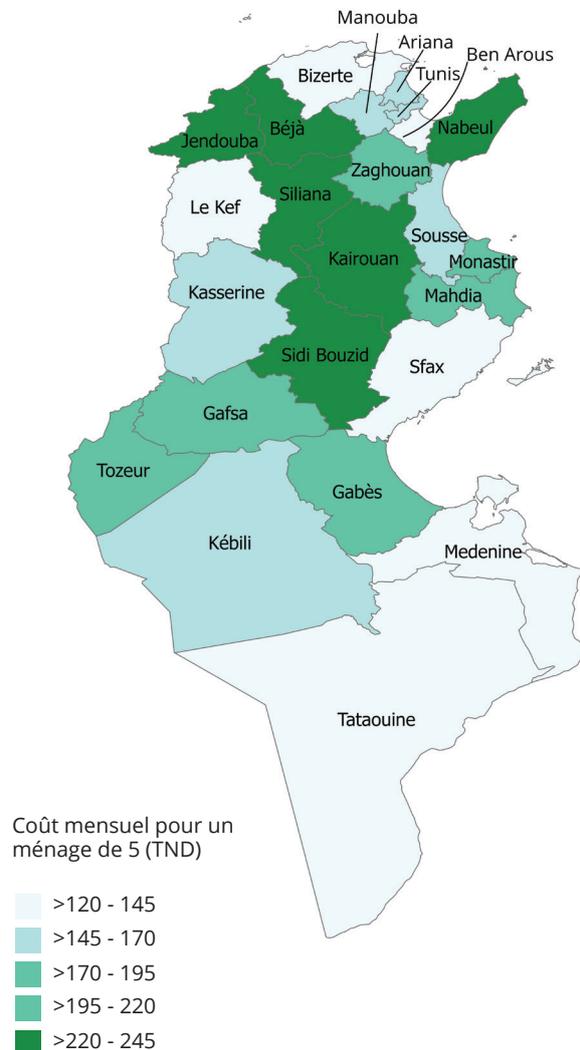


Figure 5 : Coût d'une alimentation nutritive par mois pour un ménage de 5 personnes



2.

Environ 6 pour cent des ménages ne pourraient pas accéder à une alimentation nutritive en moyenne nationale avec une grande variation entre les gouvernorats. Plus d'un tiers des ménages, ne peut pas accéder à une alimentation nutritive dans les gouvernorats du centre-ouest et nord-ouest, affectant fortement la diversité alimentaire.

La non-abordabilité d'une alimentation nutritive est mesurée en comparant le coût mensuel d'une alimentation nutritive aux dépenses mensuelles alimentaires des ménages en Tunisie. La non-abordabilité est la part de la population dont les dépenses alimentaires mensuelles sont inférieures au coût mensuel d'une alimentation nutritive de telle sorte qu'ils ne peuvent pas avoir accès à cette alimentation. Pour mesurer la non-abordabilité d'une alimentation nutritive en Tunisie, l'analyse a comparé le coût d'une alimentation nutritive aux dépenses alimentaires des ménages selon l'Enquête ENBCNV de 2015-2016.

Une alimentation nutritive n'est pas abordable pour 6 pour cent des ménages et la non-abordabilité varie dans l'ensemble du pays, comme l'indique la Figure 6. Dans le gouvernorat de Kairouan ou celui de Siliana, 34 et 24 pour cent respectivement des ménages modélisés n'ont pas accès à une alimentation nutritive tandis que dans les gouvernorats de Beja, Sidi Bouzid et Jendouba entre 10 et 20 pour cent des ménages n'y ont pas accès. Certains gouvernorats, tels que Nabeul, Tozeur et Gabès, ont des alimentations nutritives relativement couteuses, mais des taux de non-abordabilité relativement faibles par rapport aux gouvernorats du centre du pays.

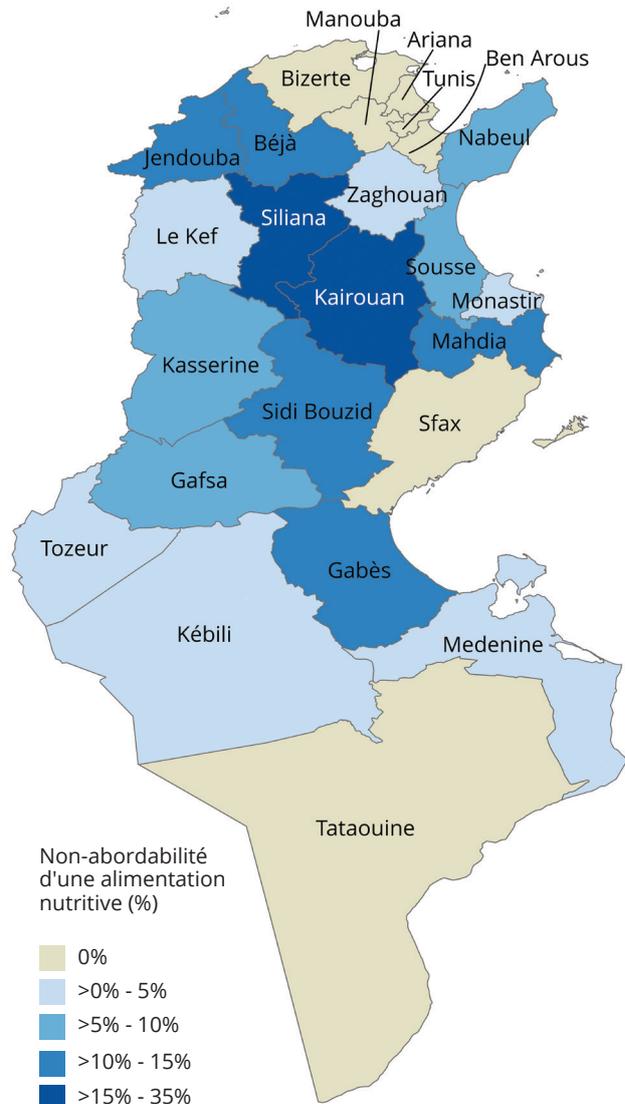
3.

Dans le gouvernorat de Siliana, un quart des ménages des ménages n'auraient pas accès à une alimentation nutritive. Le programme national de transfert monétaire a le potentiel de contribuer à couvrir une partie du coût de l'alimentation nutritive mais est insuffisant pour les ménages les plus pauvres.

Pour cette analyse, la modélisation se concentre sur le gouvernorat de Siliana, un des gouvernorats où le PAM a des opérations directes. Dans ce gouvernorat, 24 pour cent des ménages n'auraient pas accès à une alimentation nutritive. De plus, cette non-abordabilité est particulièrement élevée dans le décile de dépenses

alimentaires le plus bas (1-10^e percentiles) où les ménages ne pourraient couvrir que 52 pour cent du coût d'une alimentation nutritive avec leur niveau actuel de dépenses alimentaires, contre 9 pour cent pour le 2^e décile (11-20^e percentiles). Les ménages dans le 3^e décile de dépenses alimentaires (21-30^e percentiles) dépensent, en moyenne, le coût d'une alimentation nutritive.

Figure 6 : Non-abordabilité d'une alimentation nutritive par gouvernorat



Programmes de transfert monétaire - PNAFN

Depuis 1984, le gouvernement de Tunisie vient en aide aux familles les plus démunies grâce à un programme national de transfert monétaire inconditionnel- le Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN)¹⁶. Les familles sont éligibles en fonction de leurs ressources (parmi d'autres critères) et sont donc représentatives des ménages les plus pauvres de Tunisie. La valeur du transfert monétaire a évolué depuis 1984. Elle était de 36 TND par famille en 2000 et de 120 TND depuis 2015. En 2019, la valeur a augmenté à 150 TND. En plus de cette allocation s'ajoute un transfert monétaire complémentaire pour chaque enfant en âge scolaire, jusqu'à trois enfants par ménage. Ce transfert était de 10 TND par enfant jusqu'en 2019 puis a augmenté à 20 TND par enfant. Ainsi, au maximum et en 2021, un ménage peut toucher 210 TND par mois.

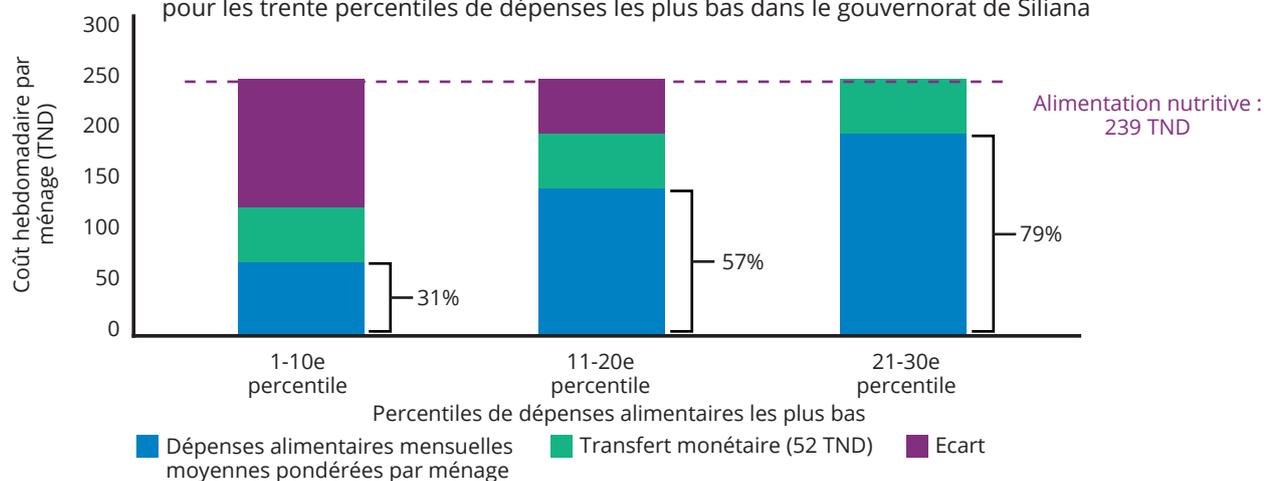
Modélisation

Pour mesurer l'impact potentiel du transfert monétaire sur la non-abordabilité d'une alimentation nutritive, la modélisation se base sur la valeur du transfert au moment de la collecte des données de l'Enquête ENBCNV de 2015-2016, soit 120 TND par ménage et par mois. De plus, deux enfants (6-7 ans et 14-15 ans) étant inclus dans le ménage type utilisé pour le calcul d'une alimentation nutritive (voir Section 3.2.2 sur la composition du ménage), 20 TND (10 TND x 2 enfants) s'ajoutent à la valeur du transfert. Ainsi, le montant du transfert monétaire inclus dans la modélisation est de 140 TND (120 TND + 20 TND). De plus, dans l'Enquête ENBCNV de 2015-2016, la part moyenne des dépenses alimentaires pour les ménages dans les percentiles les plus pauvres est de 37 pour cent des dépenses totales. Ainsi, la modélisation considère que 52 TND des 140 TND sont alloués aux dépenses alimentaires des ménages les plus pauvres.

Siliana étant un des gouvernorats les plus pauvres de Tunisie, il est un des grands bénéficiaires du PNAFN¹⁷. Etant donné que celui-ci était déjà en place en 2015-2016, il est raisonnable de considérer que le transfert monétaire est déjà reflété dans les dépenses alimentaires des ménages les plus pauvres. Ainsi, pour mesurer l'impact potentiel du transfert sur l'abordabilité de l'alimentation nutritive, la modélisation analyse la contribution potentielle du transfert dans les dépenses alimentaires mensuelles actuelles des ménages les plus pauvres.

La Figure 7 présente cette modélisation. La ligne le violet indique le coût d'une alimentation nutritive (239 TND). Les barres représentent les trente percentiles de dépenses alimentaires les plus bas : le bleu représente les dépenses alimentaires moyennes pour chaque décile (10 percentiles), le vert représente la valeur du transfert monétaire allouée aux dépenses alimentaires (voir paragraphe ci-dessus) et le violet représente l'écart à combler pour arriver au coût d'une alimentation nutritive pour chaque décile. En l'absence du transfert monétaire, les ménages dans les percentiles de dépenses alimentaires le plus bas (1-10^e percentile) ne pourraient couvrir que 31 pour cent du coût d'une alimentation nutritive contre 57 pour cent pour le 11-20^e percentiles et 79 pour cent pour le 21-30^e percentiles. Cette analyse révèle une contribution importante du transfert monétaire dans la couverture des besoins nutritionnels pour les percentiles les plus pauvres mais souligne également que le montant n'est pas assez élevé pour couvrir la totalité des besoins des ménages les plus vulnérables. Une augmentation de la valeur du transfert monétaire pour aider les ménages à avoir accès à des aliments plus nutritifs, l'introduction d'un coupon pour l'achat d'aliments frais ou encore la mise en place d'interventions complémentaires pour améliorer la disponibilité et l'abordabilité des aliments nutritifs (y compris à travers la fortification des aliments de base) pourraient aider à combler cet écart pour les ménages les plus pauvres.

Figure 7: Ecart entre le coût de l'alimentation nutritive et les dépenses alimentaires des ménages pour les trente percentiles de dépenses les plus bas dans le gouvernorat de Siliana



¹⁶ Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) (2016).
¹⁷ En 2011-2013, plus de 15 pourcent de la population de Siliana recevait le PNAFN.

4.

En l'absence du transfert monétaire et de la subvention du pain, les ménages les plus pauvres ne pourraient pas couvrir la moitié du coût d'une alimentation nutritive. Les ménages se situant au niveau du seuil de pauvreté ne pourraient couvrir que les trois quarts d'une alimentation nutritive.

Subvention du pain

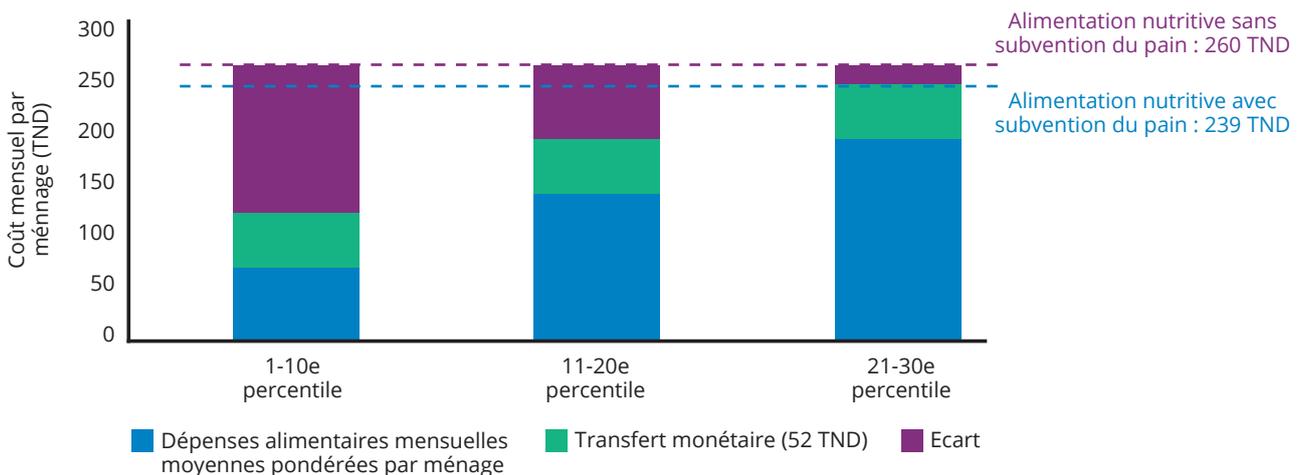
Les subventions alimentaires sont une composante importante du système d'assistance sociale en Tunisie et existent depuis les années 1970¹⁸. Un des aliments fortement subventionnés est le pain : le gros pain est subventionné à près de 54 pour cent et la baguette à près de 70 pour cent¹⁹.

Modélisation

L'analyse a modélisé l'impact de la levée de la subvention du pain sur le coût de l'alimentation nutritive dans le gouvernorat de Siliana. La levée complète de la subvention entraînerait une augmentation du coût de l'alimentation nutritive de 9 pour cent : le coût de l'alimentation nutritive passerait de 239 TND à 260 TND par mois.

L'augmentation du coût de l'alimentation nutritive en l'absence de la subvention du pain aurait un impact sur la non-abordabilité d'une alimentation nutritive, particulièrement pour les ménages les plus pauvres. En l'absence de la subvention et du transfert monétaire (Figure 8), les ménages dans les vingt percentiles de dépenses alimentaires les plus pauvres ne pourraient, en moyenne, que couvrir 28 et 52 pour cent du coût de l'alimentation nutritive, respectivement. Les ménages dans le troisième décile (21-30^e percentile) ne pourraient, en moyenne, couvrir que 73 pour cent du coût d'une alimentation nutritive.

Figure 8: Ecart entre le coût de l'alimentation nutritive et les dépenses alimentaires des ménages pour les percentiles de dépenses les plus bas avec et sans subvention du pain dans le gouvernorat de Siliana



5.

La fortification des aliments de base pourrait accroître l'accès aux micronutriments et contribuer à réduire les carences en micronutriments. Les teneurs en micronutriments et la couverture des aliments fortifiés devraient contribuer à réduire les difficultés des plus pauvres à couvrir leurs besoins nutritionnels pour obtenir le meilleur impact.

Les programmes de fortification des aliments de base à grande échelle sont une approche préventive

reconnue, basée sur l'alimentation, pour améliorer le statut en micronutriments des populations et contribuer à la réduction des carences en vitamines et minéraux lorsque celles-ci sont identifiées comme des risques importants. L'analyse a donc porté sur l'impact potentiel du remplacement de la farine de blé non fortifiée par de la farine de blé fortifiée sur le coût d'une alimentation nutritive. Deux scénarios ont été envisagés : tout d'abord, une farine de blé uniquement enrichie en fer et un second scénario avec une farine de blé enrichie avec un ensemble plus large de micronutriments (voir le Tableau 2 pour plus de détails sur la composition des différentes farines utilisées dans la modélisation).

¹⁸ https://archive.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/tunisia-social-protection-profile-english_0.pdf.

¹⁹ A noter que la subvention du pain n'est pas ciblée vers les ménages les plus pauvres mais bénéficie à toute la population tunisienne. Ainsi, des interventions plus ciblées vers les ménages les plus pauvres pourraient avoir un impact nutritionnel plus important.

Les résultats, présentés dans la Figure 9, révèlent une réduction de coût comprise entre 8,8 et 9,5 pour cent lorsque la farine normale est remplacée par de la farine de blé enrichie en fer. Dans le second scénario, basé sur la farine enrichie en plusieurs micronutriments, les résultats montrent une réduction du coût de l'alimentation nutritive comprise entre 10 et 11 pour cent. La farine fortifiée entraîne une réduction plus importante du coût de l'alimentation pour la fille adolescente et la femme adulte allaitante (voir Figure

10) ; le coût de l'alimentation nutritive est réduit de 12 à 15 pour cent, respectivement pour une femme adulte allaitante et une fille adolescente. Pour les autres membres du ménage, la réduction se situe entre 5 et 6 pour cent. Cette différence met en évidence les besoins plus élevés en micronutriments, notamment en fer, des filles adolescentes et des femmes adultes allaitantes, et la contribution potentielle de la farine fortifiée à la satisfaction de ces besoins plus élevés.

Tableau 2: Composition en nutriments pour 100 grammes de produit de farine de blé non fortifiée et fortifiée

	Nutriments / 100g		
	Farine non-fortifiée	Farine fortifiée (Scénario 1)	Farine fortifiée (Scénario 2)
Energie (kcal)	364,00	364,00	361,00
Protéines (g)	10,33	10,33	11,98
Lipides (g)	0,98	0,98	1,66
RAE (ug rétinol)	0,00	0,00	0,00
Vitamine B1 (mg)	0,12	0,12	0,81
Vitamine B2 (mg)	0,04	0,04	0,51
Niacine (mg)	1,25	1,25	7,55
Vitamine B6 (mg)	0,04	0,04	0,04
Acide pantothénique (mcg)	0,44	0,44	0,44
Folates (mcg)	26,00	26,00	183,00
Vitamine B12 (mcg)	0,00	0,00	0,00
Fer (mg)	1,17	4,00	4,41
Zinc (mg)	0,70	0,70	0,85
Calcium	15,00	15,00	15,00

Figure 9: La réduction potentielle du coût quotidien d'une alimentation nutritive d'un ménage de cinq personnes pour les gouvernorats de Kairouan, Béja et Siliana après la substitution de la farine de blé non enrichie par de la farine de blé enrichie

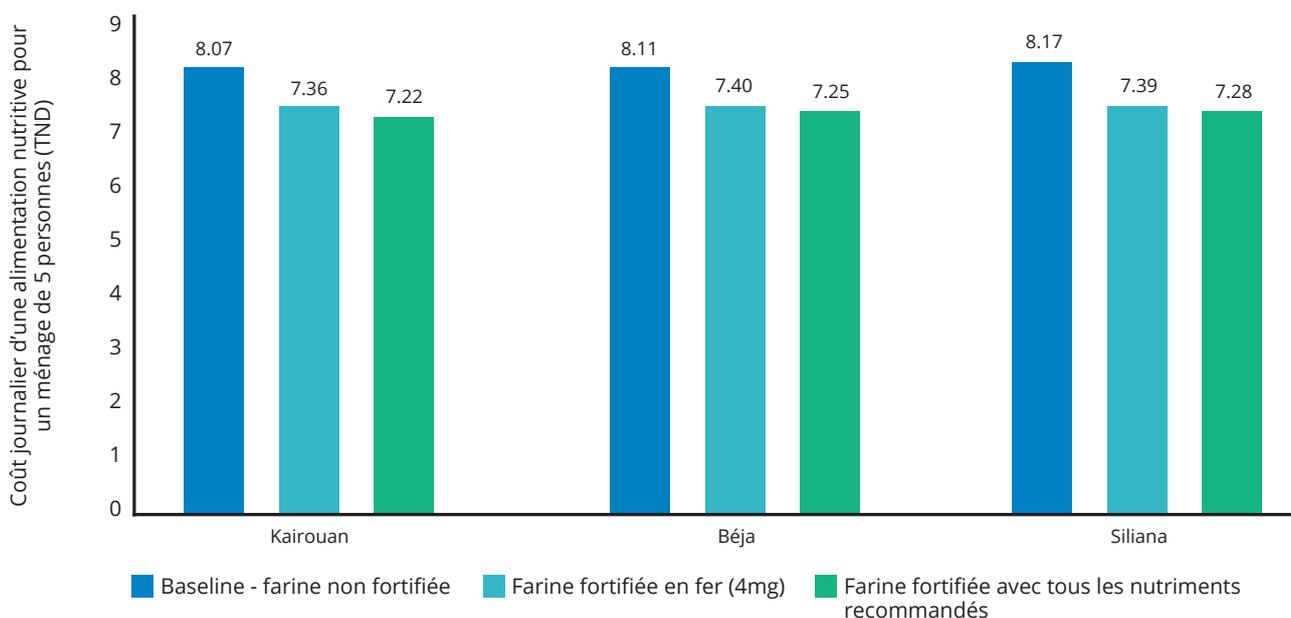
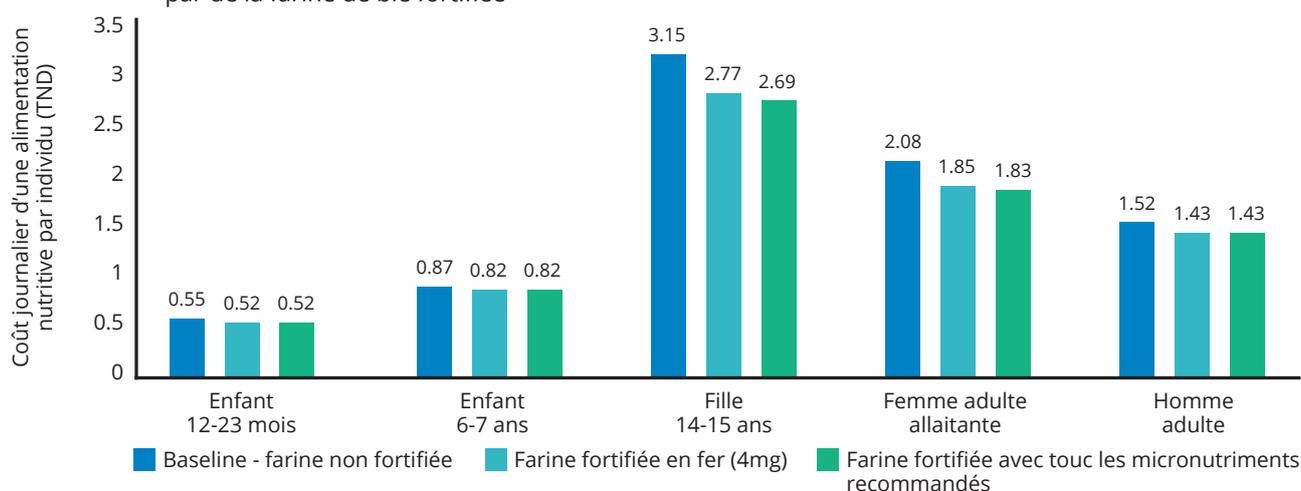


Figure 10 : La réduction potentielle du coût quotidien d'une alimentation nutritive par membre du ménage dans le gouvernorat de Siliana après la substitution de la farine de blé non enrichie par de la farine de blé fortifiée



6.

Les repas scolaires offrent une opportunité de contribuer à couvrir les besoins nutritionnels des jeunes écoliers et des adolescents. L'inclusion d'aliments fortifiés et l'apprentissage de la diversité alimentaire peuvent avoir des effets nutritionnels bénéfiques à court et long termes.

Aperçu du programme de cantines scolaires en Tunisie

Le programme de cantine scolaire en Tunisie existe depuis 2014 et comporte diverses modalités, notamment des sandwiches froids et, dans les nouvelles cuisines améliorées de certaines écoles, des repas chauds sont préparés et servis au moins cinq fois par semaine²⁰. Une modélisation de l'intervention a été réalisée pour différents types de repas (chaud et froid) afin de comparer leur impact sur la réduction du coût hebdomadaire d'une alimentation pour un(e) enfant d'âge scolaire (6-7 ans) et un(e) adolescent(e) (14-15 ans). Un enfant de 6-7 ans est utilisé pour représenter les enfants les enfants en âge d'aller à l'école primaire. L'analyse porte également sur les besoins des adolescents et inclus un garçon et une fille de 14 à 15 ans pour représenter ce groupe. Les résultats des adolescents sont comparés par genre afin de mettre en évidence les besoins plus importants des filles au cours d'une phase de développement critique. L'analyse est centrée sur le gouvernorat de Siliana où le coût d'une alimentation nutritive est le plus élevé pour l'ensemble du ménage, mais aussi pour pour l'enfant en âge scolaire et la fille adolescente et la fille adolescente.

Le guide des menus du programme de cantine scolaire, développé pour les enfants de 6 à 12 ans, prévoit des combinaisons de repas sur 24 jours (4 semaines x 6 jours)²¹. Les repas se composent principalement d'un plat chaud composé de légumes, d'une source de protéines comme la viande rouge ou le poisson, et d'un féculent. Ils sont accompagnés d'une salade verte et d'un fruit ou pot de yaourt.

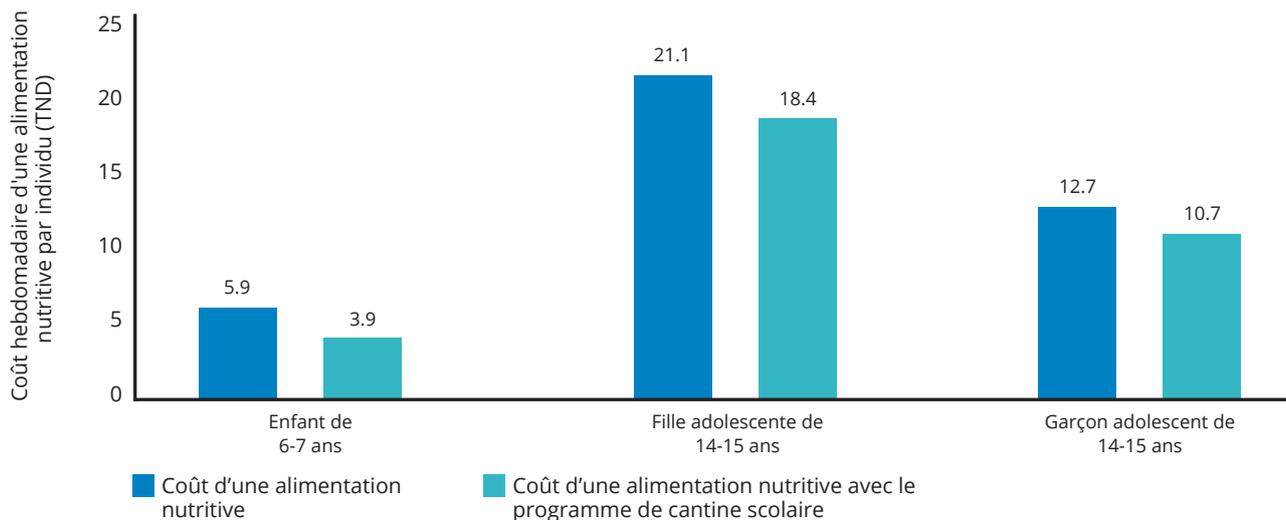
Pour modéliser l'impact potentiel des repas scolaires sur le coût de l'alimentation nutritive, les ingrédients ont été ajoutés dans le logiciel à coût nul (car servis gratuitement dans les écoles) selon la recette de chaque repas modélisé. Le nombre minimum de portions de gros pain a été réduit par rapport au modèle de base, afin de prendre en compte la quantité de produits céréaliers fournis dans le cadre des repas scolaires. Les résultats présentés dans la Figure 11 ci-dessous montrent la réduction potentielle du coût de l'alimentation nutritive après l'inclusion des repas scolaires au cours d'une semaine (cinq repas sur une période de sept jours), ainsi que sur l'adéquation nutritionnelle quotidienne des repas fournis. La même composition de repas a été inclus dans les modèles pour les enfants en âge scolaire et les adolescents, filles et garçons.

Bien que le coût de l'alimentation nutritive des enfants en âge scolaire soit le moins élevé des trois groupes, l'impact des repas chauds sur le coût de leur alimentation est le plus important, avec une réduction de 33 pour cent (de 5,9 par semaine à 3,9 TND). Le coût de l'alimentation de base pour la fille adolescente était initialement de 21,1 TND par semaine contre 12,7 TND pour le garçon adolescent. La réduction du coût du régime alimentaire à laquelle contribuent les repas scolaires serait de 13 pour cent pour la fille adolescente (21,1 TDN à 18,4 TDN) et de 16 pour cent pour le garçon adolescent (12,7 TDN à 10,7 TDN).

²⁰ Ministère de l'Éducation de Tunisie et Programme Alimentaire Mondial (2017).

²¹ Ministère de l'Éducation de Tunisie et Programme Alimentaire Mondial (2017).

Figure 11 : Le coût hebdomadaire d'une alimentation nutritive pour un enfant de 6-7 ans et deux adolescents de 14-15 ans (un garçon et une fille) avant et après l'inclusion de cinq jours de repas scolaires



Enfant de 6-7 ans

Les cinq repas fournissent des quantités adéquates en énergie, protéines et graisses pour l'enfant en âge scolaire (analyse non montrée). Les menus modélisés fournissent entre 20 et 50 pour cent de ses besoins quotidiens en énergie, avec une moyenne de 34 pour cent. Pour les graisses, la contribution moyenne est de 56 pour cent, tandis que pour les protéines, cette valeur est supérieure à 100 pour cent²².

D'après l'OMS, l'école à la mi-journée doit fournir 30 à 40 pour cent des besoins énergétiques des enfants qui bénéficient de l'alimentation scolaire²³. Il existe de grandes variations entre les apports nutritionnels des cinq repas de la semaine scolaire (notamment pour la vitamine A, la vitamine B12 et le zinc), mais la moyenne des apports totaux sur cinq jours est supérieure à 30 pour cent des besoins pour les 13 nutriments modélisés.

Fille adolescente de 14-15 ans

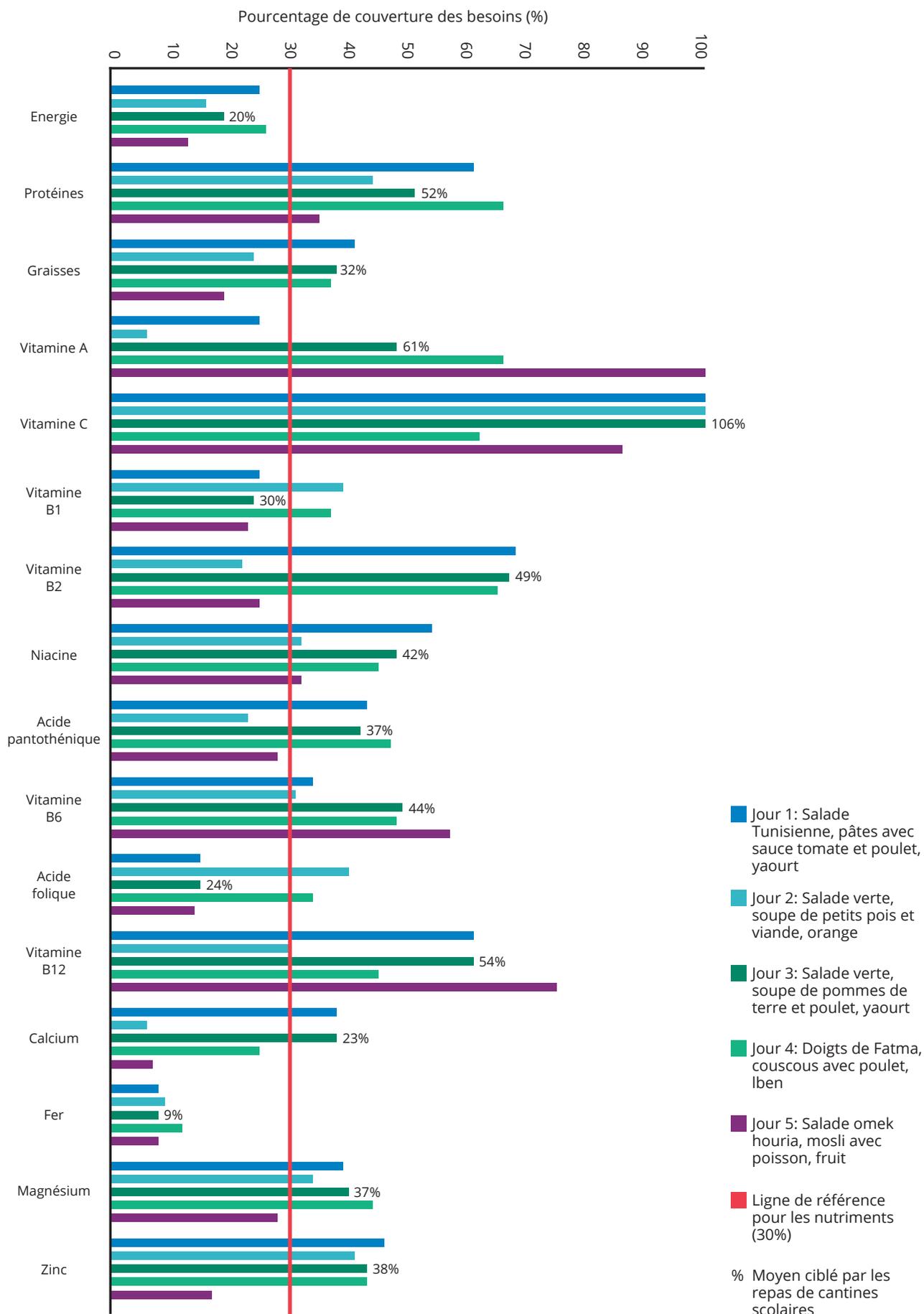
Comme présenté dans la Figure 12, les repas scolaires ne satisfont qu'une partie des besoins nutritionnels des filles adolescentes de 14-15 ans. Ceci s'explique par le fait que le guide des cantines scolaires a été conçu pour les jeunes de 6 à 12 ans uniquement et n'a pas été adapté aux besoins des adolescents. En moyenne, les repas scolaires satisfont 20 pour cent des besoins énergétiques quotidiens d'une jeune fille de 14-15 ans. Les protéines et les graisses sont fournies dans de bonnes proportions, avec respectivement 52 et 32 pour cent des besoins couverts par ces repas. Il existe cependant une carence potentielle dans les apports des repas scolaires pour trois micronutriments sur les cinq jours. Les repas scolaires couvrent en moyenne 24 pour cent des apports en acide folique et calcium. La plus grande carence concerne le fer pour lequel l'apport varie de 8 à 12 pour cent des besoins quotidiens sur l'ensemble des cinq jours, ce qui est insuffisant compte tenu du fait qu'il s'agit de l'un des trois principaux repas de la journée. Définir des repas spécifiquement pour adolescents serait nécessaires pour s'assurer que les repas scolaires remplissent les besoins nutritionnels de ce groupe.



²² L'objectif en matière de protéines fixé dans le logiciel CotD est inférieur à la quantité cible indiquée dans les directives relatives à l'alimentation scolaire : un objectif de 18 grammes pour l'enfant de 6-7 ans est stipulé dans le logiciel CotD, contre 46 grammes pour les 6 à 12 ans dans le guide du programme de cantine scolaire. Cette différence doit être prise en compte lors de l'examen de l'adéquation des nutriments.

²³ WHO, Energy and protein Requirements. World Health Organization, Geneva, 1985 (WHO Technical Report Series N° 724).

Figure 12 : La contribution des repas de cantines scolaires à la couverture des besoins en nutriments des adolescentes (14 à 15 ans)



Modèle avec des collations

En plus du modèle de repas chauds sur cinq jours, trois collations pouvant être distribuées dans les écoles ont été modélisées et comparées au coût de l'alimentation de base. La valeur nutritionnelle de chaque repas peut également être interprétée à partir du pourcentage de réduction du coût, puisque tous les repas et collations sont fournis gratuitement (ils sont donc inclus dans le régime alimentaire de l'enfant de 6-7 ans, tel qu'optimisé par le logiciel).

Les trois alternatives sont les suivantes :

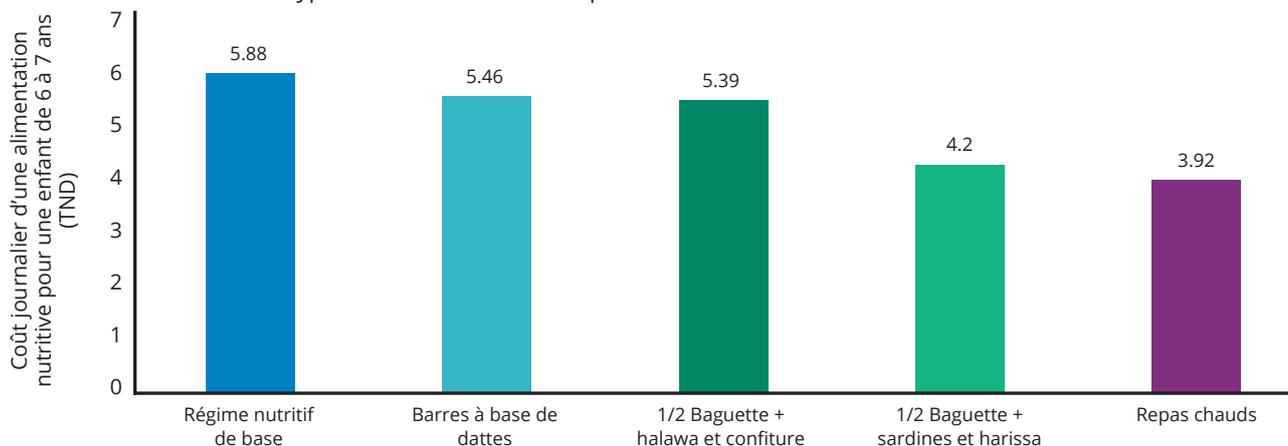
- Une inclusion potentielle de barres de dattes fortifiées selon les spécifications du PAM,
- De la sardine et de l'harissa dans une demi-baguette de pain,
- Un sandwich au halawa (pâte de sésame) et à la confiture. Ces sandwiches sont actuellement proposés dans certaines écoles du pays.

Chacun de ces aliments a été modélisé pour cinq jours de la semaine, pour correspondre à une semaine d'école et les résultats sont présentés dans la Figure 13. Le coût de l'alimentation avec les barres de dattes est

de 5,5 TND contre 5,9 TND pour l'alimentation nutritive de base. La faible réduction de coût est probablement due à la faible contribution de ces collations aux apports en micronutriments et à leur forte contribution en calories. Comme le logiciel ne peut pas augmenter la teneur énergétique d'une alimentation quotidienne, il doit trouver d'autres aliments très nutritifs (qui sont généralement assez chers) pour compenser la présence de ces sucres. Le coût de l'alimentation avec la demi-baguette fourrée au halawa et à la confiture est de 5,4 TND. Ici la réduction de coût est faible, probablement à cause de la forte teneur en sucre qui contribue également à rendre le coût du régime hebdomadaire plus élevé.

La réduction la plus importante du coût hebdomadaire de l'alimentation nutritive est obtenue avec le sandwich aux sardines et harissa. Le coût de l'alimentation nutritive avec cette collation équivaut à 4,2 TND par semaine, soit une réduction de 30 pour cent du coût par rapport à l'alimentation nutritive de base. Les repas complets composés d'un plat chaud, d'une salade et d'un fruit ou d'un pot de yaourt ont un coût de 3,9 TND et présentent la plus forte réduction de coût par rapport à l'alimentation nutritive de base.

Figure 13 : Le coût journalier d'une alimentation nutritive d'un enfant de 6 à 7 ans avant et après l'inclusion de différents types de collations et de repas scolaires



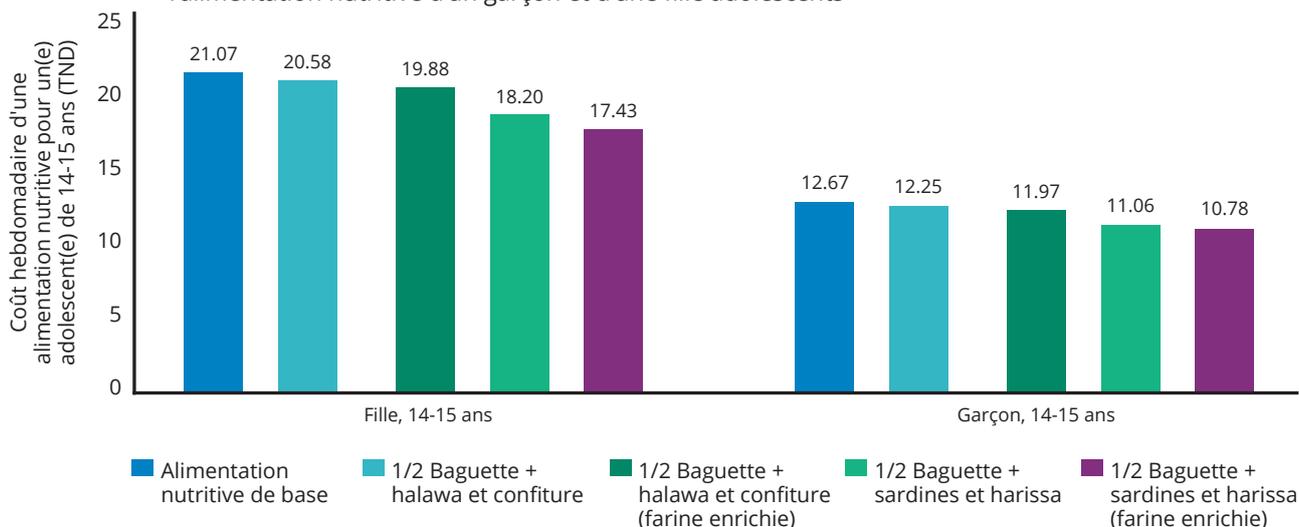
Fortification de la farine de blé pour le pain

L'impact de l'utilisation de farine de blé fortifiée dans les collations pour les adolescents, garçons et filles, a également été modélisé.

La Figure 14 présente le coût d'une alimentation nutritive pour une fille et un garçon adolescent (14 -15 ans) avec l'alimentation de base et après l'inclusion de différents types de collations, avec farine de blé fortifiée et non fortifiée. Les collations consistent en une demi-baguette accompagnée soit de halawa et de confiture, soit de sardines et harissa. L'inclusion de ces collations entraîne une réduction faible du coût de l'alimentation nutritive : 14 pour cent pour une fille adolescente et 13 pour cent pour un garçon adolescent. La baguette avec sardines et harissa a un impact plus

important comparé à la confiture et à l'halawa en raison de son contenu nutritif plus riche. Remplacer du pain non fortifié par du pain fortifié a un effet important sur la réduction du coût de l'alimentation nutritive : 17 pour cent pour une fille adolescente et 15 pour cent pour un garçon adolescent. Cette réduction reflète une plus grande couverture en micronutriments lorsque de la farine enrichie est utilisée. Cependant une collation seule ne permettrait pas de couvrir les 30 pour cent des besoins nutritionnels des adolescents, qui devrait être un objectif des cantines scolaires. De plus, les cantines scolaires sont une opportunité d'apprendre l'importance de la diversité alimentaire et la consommation de fruits/légumes et de produits d'origine animale variés devrait être pris en compte dans le programme d'alimentation scolaire.

Figure 14 : Modélisation de l'impact de la fortification de la farine de blé sur le coût hebdomadaire de l'alimentation nutritive d'un garçon et d'une fille adolescents



7. La sensibilisation pour la promotion de la diversification alimentaire devrait être renforcée et alignée à travers l'ensemble des secteurs de manière à favoriser des choix alimentaires plus nutritifs.

Depuis la création de l'Institut National de Nutrition et de Technologie Alimentaire (INNTA) et les recommandations de la première enquête de nutrition en Tunisie 1968, un programme radiophonique journalier de sensibilisation à la bonne nutrition est diffusé à des heures de grandes écoutes pour le grand public. Des messages clés sont diffusés pour améliorer la variété et la diversification alimentaire, ainsi que la prévention des carences en énergie et micronutriments. Les messages sont actualisés en fonction des résultats des différentes enquêtes de nutrition réalisées par l'INNTA²⁴.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'obésité (SNPLO), élaborée entre 2010/11, et la stratégie multisectorielle de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) (2018-2025) regroupent différents axes dont la promotion de la production des aliments favorables à la santé, la promotion d'une alimentation saine et l'amélioration des pratiques alimentaires, de même qu'une mise en place d'un plan d'information, d'éducation et de communication pour prévenir et lutter contre l'obésité et contre les MNT.

Il est crucial aujourd'hui de repenser les campagnes de sensibilisation par le biais du ministère de la santé (INNTA), en formant et en renforçant le rôle des professionnels de santé en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle et en organisant régulièrement des campagnes d'information destinées

au plus grand nombre. Cette sensibilisation doit notamment porter sur l'intérêt de l'allaitement maternel exclusif, la diversification alimentaire tout en maintenant l'allaitement maternel pour les moins de 2 ans ainsi que sur l'intérêt de manger des fruits et légumes, de pratiquer une activité physique, de réduire la consommation du sel, du sucre, du gras et de limiter le grignotage.

Ces stratégies de prévention à travers l'information, l'éducation et la communication cherchent à éclairer le citoyen sur les comportements favorables à sa santé et en le sensibilisant pour faire évoluer ou changer sa perception. Afin de favoriser l'accès à tous à une alimentation de qualité, diversifiée saine et équilibrée, des campagnes de sensibilisation et de communication sont à prévoir notamment des campagnes digitales sponsorisées, ainsi que des accords à mettre en œuvre avec les ministères/ institutions/ organismes publics et privés (ministère de la santé, de l'éducation, de l'équipement, de l'agriculture...etc.). Il est aussi important d'impliquer des célébrités et des personnes influenceuses afin d'améliorer l'impact des campagnes de sensibilisation qui contribueront à une éducation à la consommation durable et responsable.

8. Une convergence d'interventions multisectorielles engageant les intervenants des systèmes alimentaires, de protection sociale et de santé peut améliorer l'accès à une alimentation nutritive.

L'analyse FNG emploie une approche systémique pour identifier les facteurs favorisant la malnutrition. Les résultats présentés dans les messages précédents mettent en exergue la contribution potentielle

²⁴ En 1996/97, 2005, 2009/2010, 2013, 2018, 2019.

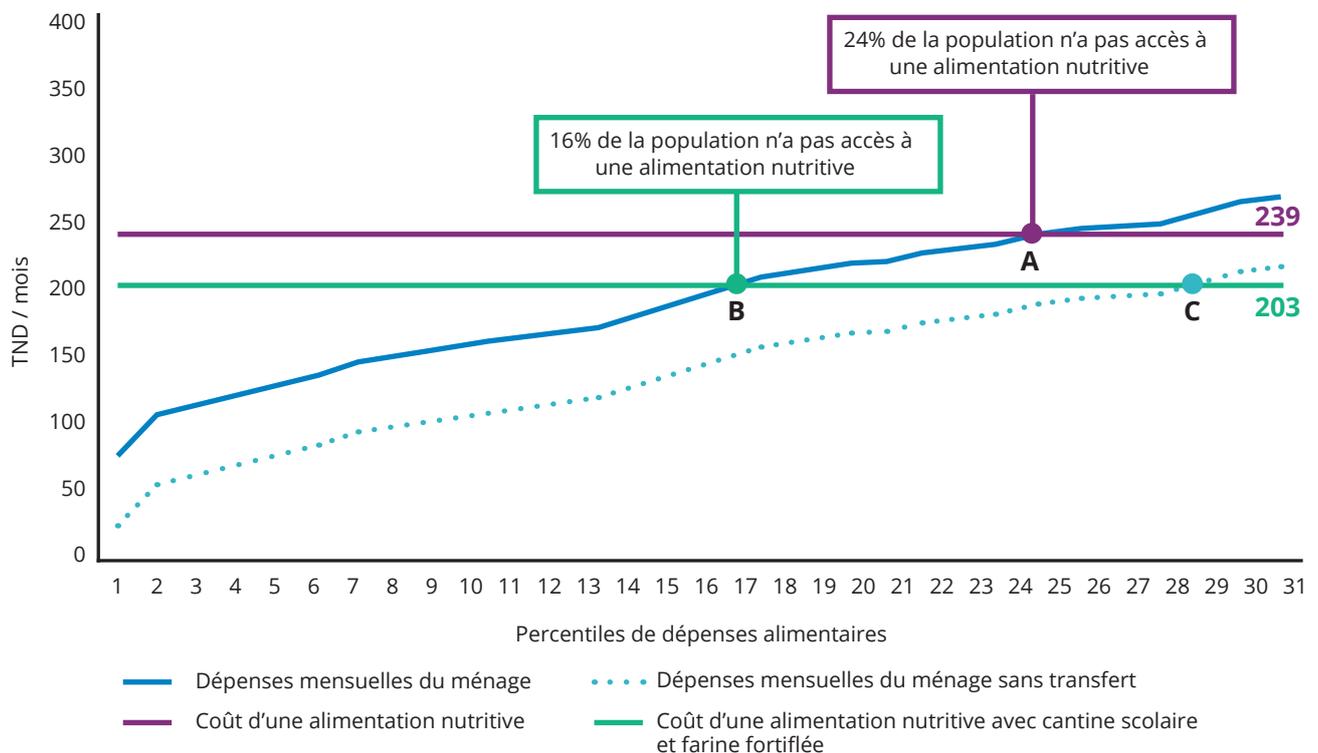
d'interventions sectorielles à l'amélioration de l'accès à des alimentations plus nutritives en Tunisie. Cependant, aucun secteur ne peut combler les besoins de la population à lui seul. Ainsi, une combinaison d'interventions multisectorielles présente un potentiel fort pour combler les déficits en nutriments et améliorer l'accès à une alimentation nutritive. La modélisation peut combiner l'impact de transfert d'argent, repas scolaires complets pour les enfants du primaire et du secondaire, et de l'enrichissement à grande échelle de la farine de blé dont bénéficient tous les membres des ménages. La Figure 15 présente l'impact de la combinaison de ces interventions sur le coût et la non-abordabilité d'une alimentation nutritive. Le coût mensuel d'une alimentation nutritive pourrait être réduit de 239 TND à 203 TND pour un ménage, ce qui réduirait la non-abordabilité de 24 pour cent (intercept A) des ménages à 16 pour cent (intercept B).

La Figure 15 présente la distribution des dépenses alimentaires des ménages à Siliana (ligne bleue), et le coût d'une alimentation nutritive avant (ligne violette) et après (ligne verte) la prise en compte de l'effet combiné d'interventions multisectorielles (repas scolaires et enrichissement de la farine de blé à grande échelle). Les coûts et les dépenses sont basés sur un

ménage de cinq personnes (voir la méthode dans la Section 3.2.2 pour référence). L'axe horizontal a été recadré pour refléter le segment le plus vulnérable de la population. Comme décrit dans le message 3, il peut être supposé que le transfert monétaire soit déjà pris en compte dans les données de l'Enquête ENBCNV de 2015-2016 utilisées dans cette analyse. Ainsi, la ligne grise en pointillé de la Figure 15 présente les dépenses alimentaires estimées en l'absence du transfert monétaire, entraînant des dépenses plus basses et, par conséquent, une non-abordabilité plus élevée (28 pour cent - point d'intersection C) malgré la réduction du coût de l'alimentation nutritive avec la combinaison d'interventions.

Ces résultats démontrent le fort potentiel de la combinaison d'interventions à travers de multiples points d'entrée et secteurs pour améliorer l'accès à des alimentations plus nutritives. Pour continuer à combler le déficit en nutriments des 16 pour cent de ménages restants, des interventions de santé, de supplémentation en fer/acide folique et de promotion des bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et de nutrition maternelle sont nécessaires pour atténuer les risques de malnutrition chez les groupes les plus vulnérables.

Figure 15 : Non-abordabilité d'une alimentation nutritive dans le gouvernorat de Siliana



Recommandations

ALIMENTATION SCOLAIRE ET SANTÉ

Noms des participants : Sami BELHAJ (MoE)/Ines KAABACHI (MoAg)/ Aida BENT TKHAYET (MoH-DMSU) / Rabeb AZOUZI (PAM)/Aziza BOUHEJBA (PAM)

	Groupes cibles	Zones géographiques	Description de l'action	Terme	Liens avec les autres secteurs
Gouvernance	Ministères de l'éducation, de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et des finances	Nationale	Réviser le statut de l'Office des œuvres scolaires (OOESCO). <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place le mécanismes pour la mise en œuvre du code des collectivités locales 	0-3 ans	Présidence du gouvernement
Cadre réglementaire et politique	Ministères de l'éducation, de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et des finances	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Préparer une décision ministérielle pour la création du comité de gestion de l'alimentation scolaire (pilote par ministère de l'Éducation). Développer un cadre réglementaire pour favoriser l'accès des petits producteurs aux marchés des cantines scolaires. Généraliser les bénéficiaires à tous les enfants des écoles primaires. 	0-3 ans	Ministères de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales, des finances, du commerce et de l'intérieur (Services affaires locales) et les syndicats
Programmes et interventions	Ministères de l'éducation, de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et des finances	Nationale / Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Aménager et mettre à niveau les cantines/ faire un état des lieux des cantines scolaires/ revoir le guide des repas scolaires pour intégrer les collèges et lycées. Organiser des plateformes de discussion sur les rôles et responsabilités des différents acteurs. 	0-3 ans	Bailleurs de fond (PAM, Unicef,) et la société civile
Développement des capacités	Staff de l'OOESCO Professionnels de la santé dans les communautés	Nationale / Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Former le personnel gestionnaire et manipulateur des denrées alimentaires. 	0-3 ans	Ministères de l'éducation et de la santé et bailleurs de fond
Plaidoyer	Ministères de l'éducation de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et des finances	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Développer et mettre en œuvre une stratégie nationale de nutrition. 	0-3 ans	Ministères de la santé, l'agriculture, du commerce
Communication pour le changement de comportement	Elèves, enseignants, parents, producteurs agricoles, vulgarisateurs agricoles	Nationale / Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Réviser les curricula scolaires pour intégrer l'éducation nutritionnelle. Elaborer une stratégie de Communication pour changement de comportement chez les écoliers (CCC). 	3-6 ans	Radio, télévision, et réseaux sociaux
Financement / budget	Ministères de l'éducation, des affaires sociales et des finances	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Revoir le budget alloué à l'alimentation scolaire et la généralisation des bénéficiaires. Développer un cadre réglementaire pour favoriser l'accès des petits producteurs aux marchés des cantines scolaires. 	0-3 ans	Ministères de l'agriculture

FORTIFICATION

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) / IreneDeAngelis (FAO)/Hazar BELLI (PAM)

	Groupes cibles	Zones géographique	Description de l'action	Terme	Liens avec les autres secteurs
Gouvernance	Ministère de la santé	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Etablir une structure au niveau du ministère de la santé • Instaurer un Comité national multisectoriel de Nutrition pour décider des choix politiques (fortification et/ou suppléments) 	0-3 ans	Ministères de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, des finances, les industriels, Organisations Non-Gouvernementales, Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA), Union Tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP), Organisation de Défense du Consommateur (ODC)
Cadre réglementaire et politique	Ministère de la santé	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Promulguer un cadre légal à l'instar de celui de l'iodation du sel (1996), avec création d'un comité multisectoriel de pilotage • Appuyer le programme de fortification de farine de blé 	0-3 ans	
Programmes et interventions	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes diplômés en chômage spécialisés en technologie alimentaire • Minotiers • Chercheurs d'emploi 	Nationale / Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des startups pour la production de prémixes (création de l'emploi, meilleur accès). • Elaborer une stratégie nationale de Nutrition (qui peut opter pour fortification des produits alimentaires). • Former des minotiers à la fortification. 	Elargir la fortification à d'autres produits de base (+ 6ans)	
Développement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Boulangers • Membres du comité multisectoriel 	Nationale / Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Former des boulangers à la fortification. • Renforcer les capacités des membres du comité. 		
Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> • Consommateurs • Boulangers • Minotiers 	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Faire un plaidoyer autour du maintien du prix à la consommation du pain subventionné (baguette, gros pain). • Faire un plaidoyer autour de l'importance de création de startups (incitations aux jeunes investisseurs et start-uppeurs). • Faire un plaidoyer auprès des bailleurs de fond (nationaux et internationaux) pour l'appui de financement de l'expertise internationale pour le renforcement des capacités des minotiers et boulangers. 		

FORTIFICATION

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) / IreneDeAngelis (FAO)/Hazar BELLI (PAM)

Communication pour le changement de comportement	<ul style="list-style-type: none"> • Consommateurs • Boulangers • Minotiers • Les jeunes diplômés en chômage spécialisés en technologie alimentaire • Chercheurs d'emploi 	Nationale / Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer une stratégie de communication pour mobiliser toutes les parties prenantes autour de la thématique de la fortification 		
Financement / budget	Ministères de la santé et des finances	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Etablir une stratégie de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fond (nationaux et internationaux) pour l'appui de financement de l'expertise internationale pour l'appui technique. 		

SUPPLEMENTATION

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) / IreneDeAngelis (FAO) /Hazar BELLI (PAM)

	Groupes cibles	Zones géographique	Description de l'action	Terme	Liens avec les autres secteurs
Gouvernance	Ministère de la santé	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Etablir une structure au niveau du ministère de la santé. • Etablir un comité multisectoriel. 	0-3 ans	Ministères de la santé, UNICEF, Programme Alimentaire Mondial (PAM), Organisation Mondiale de la santé (OMS)
Cadre réglementaire et politique	Ministère de la santé	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer le programme de supplémentation. 	Elargir la supplémentation à d'autres groupes (enfants d'âge scolaire, adolescente)	
Programmes et interventions	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes enceintes • Femmes allaitantes 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Activer et mettre en œuvre la stratégie de supplémentation en fer et en acide folique en cours. 	Finalisation de l'élaboration de la stratégie et son plan d'action (0-3 ans)	
Développement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel médical • Ministère de la santé 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Former le personnel médical (Gynécologues, sage femmes). 		
Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes enceintes • Femmes allaitantes • Enfants <5 ans • Femmes en âge de procréer 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les femmes enceintes et allaitantes. 		

SUPPLEMENTATION

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) / IreneDeAngelis (FAO) /Hazar BELLI (PAM)

	Groupes cibles	Zones géographique	Description de l'action	Terme	Liens avec les autres secteurs
Communication pour le changement de comportement	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la santé Femmes enceintes Femmes allaitantes Enfants <5 ans Femmes en âge de procréer 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer une stratégie de communication pour élever la conscience des femmes sur le thème. Elaborer des outils de communications pour la sensibilisation à grande échelle (radios, spots, flyers...). 		Ministères de la santé, UNICEF, Programme Alimentaire Mondial (PAM), Organisation Mondiale de la santé (OMS)
Financement / budget	Ministères de la santé et des finances	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fond (nationaux et internationaux) pour l'appui de financement pour fournir les suppléments gratuits aux femmes nécessiteuses. 		



PROTECTION SOCIALE

Noms des participants : : Houda CHAHED (MoSA), Alina Steinborn (UNICEF), Jaafar Chemli (UNICEF), Erick Vladescu Ayirwanda (UNICEF), Silvia LUCHETTI (PAM), Tahar HICHRI (PAM)

	Groupes cibles	Zones géographique	Description de l'action	Terme	Liens avec les autres secteurs
Gouvernance	Ministère des affaires sociales	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Revoir les politiques d'aide sociales actuelles. 	0-3 ans	Ministères de la santé, de l'éducation et des finances
Cadre réglementaire et politique	Ministère des affaires sociales	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Préparer une décision ministérielle pour la création du comité de gestion de l'augmentation de l'aide sociale avec un ciblage bien étudié. 	0-3 ans	Ministères de la santé, des finances, des femmes, de la familles, de l'éducation, du commerce
Programmes et interventions	<ul style="list-style-type: none"> Ménages Femmes enceintes et allaitantes Enfant de moins de 2 ans Enfants de moins de 5 ans Enfants d'Age scolaire Adolescentes 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Cibler le montant des allocations sociales fonction de la composition et la situation du ménage (vulnérabilité, grossesse, allaitement, handicap...) au lieu de donner 180 dinars à tous les ménages cibles. Auditer et analyser les causes liées aux problèmes d'inclusion et d'exclusion dont souffre le PNAFN/AMEN Social. Etendre la portée du programme national d'alimentation scolaire pour offrir un repas chaud et gratuit à tous les écoliers dans les écoles publiques dont les parents sont inscrits au programme Amen Social Analyser l'impact de la publicité sur la consommation de produits sucrés et/ou gras et revoir la réglementation actuelle en matière de publicité et son impact sur la nutrition, sur le cout de la santé et l'assurance maladie. Taxer les produits sucrés pour en limiter la consommation 	0-3 ans	Ministères des affaires sociales, de la santé et des finances
Développement des capacités	Personnels de affaires sociales et travailleurs sociaux	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Former des formateurs à la sensibilisation des mamans et enfants pour une diversification alimentaire des femmes enceintes et allaitantes en mettant en place une allocation (transfert monétaire) basée sur le coût d'une alimentation nutritive pendant les 9 mois de grossesse + 6 premiers mois d'allaitement exclusif. L'accès à ces prestations peut se faire à la soumission de certificats médicaux attestant de la grossesse et de la naissance. Sensibiliser à la diversification et à l'incitation à une alimentation équilibrée, saine et nutritive pour les enfants. 	0-3 ans	Ministères des affaires sociales, de la santé, du commerce, de l'éducation, agences des nations unies sœurs

PROTECTION SOCIALE

Noms des participants : : Houda CHAHED (MoSA), Alina Steinborn (UNICEF), Jaafar Chemli (UNICEF), Erick Vladescu Ayirwanda (UNICEF), Silvia LUCHETTI (PAM), Tahar HICHRI (PAM)

Plaidoyer	Ministère de la santé	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Faire plaidoyer pour prendre en charge la prévention, notamment le dépistages et analyses des déficiences nutritionnelles dans les frais de santé remboursés par les caisses d'assurances maladies Faire un plaidoyer auprès des décideurs pour augmenter l'allocation sociale au profit des familles vulnérables et nécessiteuses pour un panier de la ménagère plus diversifié et nutritif Faire un plaidoyer au ministère de l'éducation et ministère des affaires sociales pour faire le lien entre la base des données ministère des affaires sociales des familles nécessiteuses et la base des données du ministère de l'Éducation des élèves bénéficiant du repas scolaire. 	3-5 ans	Ministères des finances, de la santé, de l'éducation, des femmes et de la famille
Communication pour le changement de comportement	<ul style="list-style-type: none"> Professionnels de la santé Nutritionnistes Travailleurs sociaux Communicateurs, OOESCO Tous départements concernés 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Travailler sur le changement des habitudes alimentaires des populations bénéficiaires du PNAFN/Amen Social par la communication for le changement du comportement (SBCC). Promouvoir la consommation de produits frais sains et nutritifs. Eduquer pour une meilleure diversification alimentaire des femmes enceinte et allaitantes et au profit des enfants de première âge. 	3-5 ans +6 ans	Ministères de la santé, de l'éducation, du commerce
Financement / budget	Ministères des affaires sociales et des finances	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Revoir le budget allouer à l'aide sociale et élargir les bénéficiaires. 	0-3 ans	Ministères de la santé et des finances

AGRICULTURE

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) /Irene DeAngelis (FAO)/Hazar BELLI (PAM)/ Ines Kaabachi

	Groupes cibles	Zones géographique	Description de l'action	Terme	Liens avec les autres secteurs
Gouvernance	Ministère de l'agriculture	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Etablir une structure au niveau du MARHP. Etablir un comité multisectoriel chargée de l'agriculture sensible à la nutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des membres du comité intersectoriel (0-3ans) 	Ministères de l'agriculture, de la santé, de l'industrie, du commerce, des finances, Organisations non-gouvernementales, UTAP, Syndicat des Agriculteurs de Tunisie, Connect AGRI, ODC, Sociétés Mutuelles des Services Agricoles

AGRICULTURE

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) /Irene DeAngelis (FAO)/Hazar BELLI (PAM)/ Ines Kaabachi

Cadre réglementaire et politique	Ministère de l'agriculture	Nationale	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la promulgation d'un cadre légal pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement agricole sensible à la nutrition. Orienter les incitations aux investissements et les subventions vers les chaînes de valeur nutritives. 	<ul style="list-style-type: none"> Promulguer un cadre légal (0-3ans) Elaboration de la stratégie de production agricole sensible à la nutrition et son plan d'action (0-3 ans) 	
Programmes et interventions	<ul style="list-style-type: none"> Tous les agriculteurs en Tunisie Femmes Jeunes Petits agriculteurs Vulgarisateurs Indirectement (tous les acteurs du système alimentaire) 	Nationale et Régionale	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la mise en œuvre d'une stratégie de développement agricole sensible à la nutrition. Développer les capacités des parties prenantes sur les questions de nutrition, bonnes pratiques d'alimentation saine, production agricole sensible à la nutrition et durable. Prioriser les produits agricoles sur la base de leur apports nutritifs. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des programmes sur la production agricole (+6ans) 	
Développement des capacités			<ul style="list-style-type: none"> Former des agriculteurs sur les bonnes pratiques agricoles pour garantir la qualité des produits agricoles (utilisation des fertilisants). Renforcer les capacités des membres du comité intersectoriel. Dans les zones côtières, investir dans les secteurs de la pêche artisanale pour promouvoir la consommation des produits de la pêche. Dans les zones à dominance agricole, renforcer les moyens d'existence avec les technologies et les capacités nécessaires pour améliorer la production des produits maraichers (traçabilité des produits agriculteurs, agriculture intelligence au climat, agriculture de précision). Renforcer le contrôle de la qualité des produits agricoles (d'origine animale, végétale et de la pêche). Renforcer l'infrastructure de distribution et d'accès de/à l'eau propre. Renforcer l'infrastructure des chaînes d'approvisionnement alimentaires afin de renforcer la disponibilité et l'accès aux aliments nutritifs, sains et diversifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des membres du comité intersectoriel (0-3ans) 	

AGRICULTURE

Noms des participants : Pr Jalila El ATI (INNTA)/ Derine DOGGUI (INC) /Fatma BOUALLAGUI (FAO) /Irene DeAngelis (FAO)/Hazar BELLI (PAM)/ Ines Kaabachi

Plaidoyer			<ul style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer auprès des décideurs sur le rôle des catégories les plus vulnérables (femmes, jeunes et petits agriculteurs) dans la production agricole sensible à la nutrition. 		
Communication pour le changement de comportement			<ul style="list-style-type: none"> Elaborer une stratégie de communication pour mobiliser toutes les parties prenantes autour de l'agriculture sensible à la nutrition. 		
Financement / budget			<ul style="list-style-type: none"> Etablir une stratégie de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fond (nationaux et internationaux) Coopération Sud-Sud, échange d'expertise technique sur les bonnes pratiques. 		

Prochaines étapes

Les cinq prochaines étapes	La période	Responsables
Alimentation scolaire et santé		
Préparer une décision ministérielle pour la création du comité de gestion de l'alimentation scolaire (pilote par le ministère de l'Éducation)	0-3 ans	Ministère de l'éducation
Réviser le statut de l'OOESCO	0-3 ans	Ministère de l'éducation et les syndicats
Réviser les curricula scolaires pour intégrer l'éducation nutritionnelle	0-5 ans	Ministères de l'éducation et de la santé
Former du staff gestionnaire et manipulateur des denrées alimentaires	0-5ans	Ministères de l'éducation, de la santé et bailleurs de fond (PAM, Unicef,).
Fortification		
Promulguer un cadre légal : Instaurer un Comité national multisectoriel de Nutrition pour décider des choix politiques (fortification et/ou suppléments)	0-3 ans	Ministères du commerce, de l'industrie, de la santé et des finances
Créer des startups pour la production de prémixes (création de l'emploi, meilleur accès.)	0-3 ans	Ministères du commerce, de l'industrie, de la santé, des finances, de l'éducation, l'enseignement supérieur et de l'emploi
Elaborer une stratégie nationale de fortification des produits alimentaires	0-3 ans	Ministères du commerce, de la santé, des finances, de l'agriculture
Former des minotiers à la fortification	0-3 ans	Ministères du commerce, de la santé, des finances, de l'agriculture
Elaborer une stratégie de communication pour mobiliser toutes les parties prenantes autour de la thématique	0-3 ans	Ministères de la santé et du commerce, PAM, UNICEF et autres bailleurs de fonds

Supplémentation		
Former le personnel médical (gynécologues, sage femmes)	0-3 ans	Ministères de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur
Sensibiliser les femmes enceintes et allaitantes	0-3 ans	Ministère de la santé
Mobiliser des ressources à travers des bailleurs de fond (nationaux et internationaux) pour l'appui de financement pour fournir les suppléments gratuits aux femmes nécessiteuses	0-3 ans	Ministères de la santé et des affaires sociales
Protection sociale		
Développer un cadre réglementaire pour un meilleur ciblage des familles nécessiteuses et personnes vulnérables aux aides sociales	0-3 ans	Ministères des finances et des affaires sociales
Lisser la levée des subventions dans le temps pour éviter des effets de chocs,	3 à 5 ans	Ministères de la santé, des finances et des affaires sociales
Amorcer une réflexion sur la souveraineté alimentaire et l'accès adéquats à produits alimentaires nutritifs, abordables et de qualité (fruits, légumes et protéines animales),	3-5 ans	Présidence du gouvernement, ministères de la santé, des finances et des affaires sociales
Mener des campagnes d'éducation et sensibilisation des masses avec de nouveaux messages et sur de nouveaux canaux	0-5 ans	Ministères de la santé, Institut National de Nutrition et de Technologie Alimentaire, Institut National de Consommation
Taxer les produits sucrés pour en limiter la consommation	0-3 ans	Ministères de la santé, des finances, et du commerce
Agriculture		
Promulguer un cadre légal	0-3 ans	Ministères de l'agriculture et des finances
Renforcement des capacités des membres du comité intersectoriel	0-5 ans	
Elaboration de la stratégie de production agricole sensible à la nutrition et son plan d'action	0-3 ans	Ministères de l'agriculture, de la santé et des finances
Mettre en œuvre des programmes sur la production agricole sensible à la nutrition	0-5 ans	Ministères de l'agriculture, de la santé, des finances, de l'économie et du commerce

Les références

1. Bose I, Baldi G, Kiess L, de Pee S (2019), The 'Fill the Nutrient Gap' Analysis : Une approche pour renforcer l'analyse de la situation nutritionnelle et la prise de décision vers des politiques multisectorielles et un changement des systèmes. Maternal and Child Nutrition : DOI : 10.1111/mcn.12793
2. Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) (2016), Social Protection Country Profile : Tunisia. Accessible : Social Protection Country Profile : Tunisia (uneswa.org).
3. Development Initiatives (2020), Rapport sur la nutrition mondiale 2020 : Agir sur l'équité pour mettre fin à la malnutrition. Royaume-Uni : Bristol.
4. FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF (2020), L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome : FAO.
5. Institut National de la Statistique (2017), Enquête Nationale sur le Budget, la Consommation et le Niveau de Vie des Ménages (2015-2016). Volume A : Dépenses des Ménages. Tunisie : Tunis.
6. Institut National de la Statistique, Bulletins Mensuels de la Statistique. Accessible : .
7. Ministère de l'Éducation de Tunisie et Programme Alimentaire Mondial (2017), Des Menus pour Les Repas Scolaires en Tunisie. Tunisie : Tunis.
8. Ministère de l'Éducation de Tunisie et Programme Alimentaire Mondial (2017), Guide de nutrition et de sécurité sanitaire pour les cantines scolaires en Tunisie. Tunisie : Tunis.
9. Organisation Mondiale de la Santé (1985), Energy and protein Requirements, WHO Technical Report Series N° 724. Suisse : Genève.

Acronymes

CotD	Cost of the Diet (Coût de l'alimentation)
FNG	Fill the Nutrient Gap (Combler le déficit en nutriments)
INNTA	Institut National de Nutrition et de Technologie Alimentaire
INS	Institut National de la Statistique de Tunisie
OOESCO	Office des Œuvres Scolaires
PAM	Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies
PNAFN	Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses
TND	Dinar Tunisien

Contributeurs

Le groupe technique FNG-Tunisie et les délégués qui ont assisté à la réunion visant à formuler des recommandations en février 2022: Sami Belhaj, Leila Ben Sassi, Aida Ben Tkhayat, Fatma Bouallagui, Soukeina Bouraoui, Houda Chahed, Jaafar Chemli, Irene De Angelis, Dorra Dhrif, Derine Dogui, Jalila El Ati, Lotfi Hedhili, Asma Hidri, Mohsen Jelassi, Ines Kaabachi, Mohamed Mani, Sandra Martins, Imen Mouaddeb, Alina Steinborn et Erick Vladescu Ayirwanda ; l'équipe du Bureau-Pays du PAM en Tunisie, Gianpietro Bordignon, Magid Chaabane, Philippe Royan, Latifa Beltaifa, Hazar Belli, Rabeb Azouzi, Aziza Bouhejba, Tahar Hichri et Silvia Luchetti ; l'équipe du Bureau Régional du PAM au Caire, avec des remerciements particuliers à Nitesh Patel, Zeinab Farahat et Mireille Aziz, et l'équipe «Systems Analysis for Nutrition » de la Division de la nutrition du siège du PAM, avec des remerciements particuliers à Claudia Damu, Nora Hobbs, Julia Hug, Saskia de Pee et Jane Badham.

Crédit photo

Photo de couverture :	AICS/Martina Palazzo
Photo page 6:	AICS/Martina Palazzo
Photo page 8:	AICS/Martina Palazzo
Photo page 9:	WFP/Aziza Bouhejba
Photo page 10:	AICS/Martina Palazzo
Photo page 19:	WFP/Aziza Bouhejba
Photo page 27:	AICS/Martina Palazzo
Photo page 36:	AICS/Martina Palazzo



WFP Tunisia

35 Rue du l'Île d'Islande
Les Berges du Lac2. 1053. Tunis. Tunisia
Email : latifa.beltaifa@wfp.org et hazar.belli@wfp.org

Division de la Nutrition

Programme Alimentaire Mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68/70
00148 Rome, Italie – T +39 06 65131
wfp.org